

# Diagnostic du secteur élœicole au Cameroun

Appui technique au groupe de travail sur

## La stratégie de développement durable de la filière palmier à huile au Cameroun

Document de travail rédigé par :

**Emmanuel Ngom** (PDPV-MINADER)

**Eric Ndjogui** (Univ. Douala / CIFOR)

**Raymond Ndip Nkongho** (Univ. Buea / CIFOR / Univ. Montpellier III)

**Aboubakar Iyabano** (CIRAD)

**Patrice Levang** (IRD/CIFOR)

**Ludovic Miaro III** (WWF-CARPO)

**Laurène Feintrenie** (CIRAD)

Édité par :

**Laurène Feintrenie** (CIRAD)

**Patrice Levang** (IRD/CIFOR)

Mai 2014



**Ce rapport est une synthèse réalisée par Laurène Feintrenie et Patrice Levang à partir d'extraits des rapports suivants :**

- Iyabano A H, Feintrenie L. 2014. *Plantations villageoises de palmier à huile et huile de palme artisanale au Cameroun*. CIRAD technical report. DOI:10.13140/RG.2.1.2793.8648.
- Ndjogui E, Nkongho RN, Rafflegé S, Feintrenie L, Levang P. 2014. *Historique du secteur palmier à huile au Cameroun*. Rapport du projet SPOP, CIRAD-IRD-CIFOR-INRA. CIFOR: Document Occasionnel 109.
- Nkongho RN, Feintrenie L and Levang P. 2014. *The non-industrial palm oil sector in Cameroon*. Working Paper 139. Bogor, Indonesia: CIFOR
- Ngom E, Makoudjou-Tchendjou AC, and Levang P, 2014. *Recensement du secteur non industriel de la production d'huile de palme au Cameroun*. Rapport provisoire PDPV, IRD, CIFOR.
- Ngom E. (2014). *État des lieux de la filière huile de palme au Cameroun*. Document de travail, PDPV / CIFOR. 36 p.

**Citation:**

Ngom E, Ndjogui TE, Nkongho RN, Iyabano AH, Levang P, Miaro III L, Feintrenie L. 2014. *Diagnostic du secteur élœicole au Cameroun*. Feintrenie L et Levang P éditeurs. Rapport de synthèse. CIRAD, IRD, CIFOR, WWF-CARPO, Minader.

**Remerciements :**

Les auteurs remercient :

- The French National Research Agency (ANR) for its support within the frame of the SPOP project (<http://spop.cirad.fr/>) Agrobiosphere program.
- The project 'Emerging countries in transition to a green economy: Will it make a difference for forests and people?' is funded by the Challenge Research Programme Forests Trees and Agroforestry (CRP-FTA), a CGIAR program led by CIFOR.

Les autorités coutumières et officielles, administrations et services de l'État nous ayant accueillis dans les régions et départements étudiés.

Les planteurs, producteurs artisanaux d'huile de palme, intermédiaires nous ayant accueillis chez eux ou sur leurs sites de travail et nous ayant consacré leur temps.

Les experts de l'Unexpalm et indépendants nous ayant aidé dans nos enquêtes.

Les entreprises ayant participé aux ateliers et répondu à nos questions : Pamol, CDC, Socapalm, Safacam, Herakles Farms.

Les consultants et étudiants ayant contribué aux enquêtes et analyses.

# SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| ACRONYMES .....  | 4  |
| 1. Contexte et justification.....                                      | 5  |
| 2. Méthodologie .....  | 5  |
| 2.1. Étude historique.....   | 5  |
| 2.2. Étude du secteur non-industriel.....                              | 6  |
| 2.3. Étude des agro-industries .....                                   | 6  |
| 2.4. Analyse spatiale.....   | 7  |
| 3. Le palmier à huile au Cameroun .....                                | 7  |
| 3.1. Le palmier à huile, une plante indigène.....                      | 7  |
| 3.1.1. Botanique et mise en culture.....                               | 8  |
| 3.1.2. La ceinture élaïcole du Cameroun.....                           | 9  |
| 3.2. Développement de la filière au Cameroun .....                     | 10 |
| 3.2.1. Des palmeraies sauvages aux plantations coloniales.....         | 10 |
| 3.2.2. Le programme de développement des plantations villageoises..... | 12 |
| 4. Organisation du secteur en 2014.....                                | 15 |
| 4.1. Les plantations industrielles et les usines.....                  | 16 |
| 4.2. Les plantations villageoises et la filière artisanale .....       | 22 |
| 4.3. Les entreprises de transformation .....                           | 33 |
| 4.4. Bilan chiffré .....   | 35 |
| 5. Perspectives : opportunités et contraintes.....                     | 35 |
| 5.1. Opportunités.....   | 36 |
| 5.2. Contraintes du marché camerounais.....                            | 36 |
| 5.3. Accès aux terres.....   | 38 |
| 5.3.1. Accès à la terre pour les entreprises .....                     | 38 |
| 5.4. Des pistes pour améliorer la filière .....                        | 40 |
| 5.4.1. Organiser la filière.....                                       | 40 |
| 5.4.2. Faciliter l'accès au matériel végétal et aux intrants.....      | 40 |
| 5.4.3. Augmenter les capacités de transformation .....                 | 41 |
| 5.4.4. Garantir la préservation des ressources naturelles.....         | 41 |
| 5.4.5. Garantir la qualité des huiles.....                             | 42 |
| Conclusion.....  | 42 |
| Références.....  | 43 |

## ACRONYMES :

**ANOR** : Agence Nationale des Normes

**APROCOM-PH** : Projet d'amélioration de la productivité et de la compétitivité de la filière palmier à huile en Afrique Centrale et de l'Ouest.

**CDC** : Cameroon Development Corporation

**CIFOR** : Center for International Forestry Research

**CIRAD** : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (français)

**DSCE** : Document de stratégie de croissance et de l'emploi

**FONADER** : Fonds national de développement rural

**Ha** : hectare

**HF** : Herakles Farms

**IRAD** : Institut de Recherche Agronomique pour le Développement

**IRD** : Institut de Recherche pour le Développement (français)

**KER** : Kernel Extraction Rate

**MINADER** : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

**MINCOMMERCE** : Ministère du Commerce

**MINEFI** : Ministère de l'Economie et des Finances

**MINIMIDT** : Ministère des Industries, des Mines et du Développement technologique

**MINSANTE** : Ministère de la Santé

**PAMOL** : PAMOL Plantation, Public Limited Company

**OER** : Oil Extraction Rate

**RSPO** : Roundtable on Sustainable Palm Oil

**SAFACAM** : Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun.

**SDSR** : Stratégie de Développement du Secteur Rural

**SOCAPALM** : Société Camerounaise de Palmeraies

**SOPAME** : Société des Palmeraies de Mbongo et Eséka

**SPFS** : SOCIÉTÉ DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE

**WWF** : World Wildlife Fund

# 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Cameroun s'est doté d'une vision de développement dont l'objectif est de devenir « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité » à l'horizon 2035. Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui en est la principale déclinaison, accorde une place importante au secteur rural. Ce dernier reste le secteur clé de l'économie nationale tant pour sa contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) que pour ses effets d'entraînement sur les autres secteurs. En effet, durant les trente dernières années, la croissance économique du Cameroun a été soutenue par des exportations des matières premières d'origine agricole et minière. Les recettes d'exportation ont constitué la source essentielle de financement des investissements publics et privés. Au demeurant, les exportations du secteur rural représentent environ 55% des recettes d'exportation du pays devant les 30% provenant des hydrocarbures (2011).

Le DSCE et la Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) ont retenu le palmier à huile parmi les filières stratégiques dont le développement est susceptible de contribuer à l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035. Le Gouvernement, au cours de cette dernière décennie, a pris des mesures notamment par la mise en place d'un Programme de Développement des Palmeraies Villageoises (PDPV).

Un groupe de travail a été nommé par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) pour définir une stratégie de développement durable de la filière palmier à huile au Cameroun. Les auteurs du présent rapport participent à ce groupe de travail. Le présent rapport est un document de travail qui vise à apporter des informations objectives et synthétiques sur l'état de la filière en 2013. Il repose sur un travail soutenu d'enquêtes sur le terrain, de réunions et d'ateliers participatifs avec les acteurs et experts de la filière conduits de 2012 à 2014 et sur une revue de la littérature.

## 2. MÉTHODOLOGIE

### 2.1. ÉTUDE HISTORIQUE

L'étude historique a été réalisée sur la base de recherches documentaires menées au sein des bibliothèques universitaires (Buéa, Douala, et Yaoundé I) et des administrations camerounaises concernées par le développement du palmier à huile (MINADER, MINEPAT). De nombreux documents ont été également obtenus par le biais d'internet et des experts en élæiculture. Les documents consultés incluent les rapports de stages, les mémoires de maîtrise et de DEA, des thèses et les rapports d'études sur l'agriculture en général et le palmier à huile en particulier. Les enquêtes de terrain réalisées par Raymond Ndip NKONGHO dans le Sud-Ouest et Thomas Eric NDJOGUI dans la Sanaga-Maritime ont également été mises à contribution. Ces enquêtes de terrain s'appuient essentiellement sur des entretiens semi-directifs auprès des experts sur le palmier et des acteurs du secteur palmier à huile au Cameroun en l'occurrence les petits planteurs, les agro-industries, l'UNEXPALM, le coordonnateur du PDPV, le MINADER, etc. Les sites d'enquêtes incluent le Sud-Ouest, la Sanaga-Maritime, Dibombari et le Nyong-et-Kéllé. Le bassin de production du département du Sud, où est implantée la SOCAPALM à Kienké, n'a pas fait l'objet d'un travail de terrain car les petits planteurs y sont peu nombreux et la direction de la SOCAPALM a été rencontrée à Douala.

## 2.2. ÉTUDE DU SECTEUR NON-INDUSTRIEL

Plusieurs études socio-économiques sur les plantations villageoises et sur la production d'huile de palme artisanale ont été conduites par les auteurs et leurs collègues entre 2011 et 2013, dans les régions du Centre, Littoral et du Sud-Ouest. Ces études ont ciblé deux principaux types d'acteurs : les planteurs de palmiers à huile et les producteurs d'huile rouge.

Le Programme de Développement des Palmeraies Villageoises (PDPV) du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) a lancé un recensement des plantations villageoises et des ateliers d'extraction d'huile de palme artisanaux.

Le PDPV a été mis en place en 2003 avec pour but principal l'amélioration du niveau de vie des paysans par une augmentation des revenus stables tirés de la production de l'huile de palme. Pour atteindre ces objectifs, le PDPV s'articule autour des cinq composantes dont la composante structuration de l'appareil de production. Les activités de cette composante regroupent l'identification et la caractérisation des bassins, la promotion et la mise en place des groupements des planteurs, la mise en place d'un fond de garantie mutuelle et enfin la consolidation de l'Union des Exploitants de Palmier à huile (UNEXPALM). L'identification et la caractérisation des bassins de production ont été confiées au prestataire, le PRODERU. Il s'agissait de délimiter chaque bassin de production et de déterminer les grandeurs caractéristiques par planteur et par plantation. Les grandeurs déterminées sont : noms et prénoms, sexe, âge, situation matrimoniale, surface en production (âge et nombre de parcelles), surface non en production (âge et nombre de parcelles), type de propriété, rendement, superficie disponible pour les extensions, coordonnées géographiques des parcelles, destination de la production, huilerie artisanale, main d'œuvre.

La démarche systémique, basée sur la typologie des exploitations agricoles est la méthode adoptée lors de l'analyse du fonctionnement de différentes plantations villageoises. Quatre principaux critères de différenciation des plantations ont été ainsi définis : la situation géographique des planteurs, les superficies en palmier à huile, les pratiques culturelles appliquées dans les palmeraies pendant les deux phases (juvénile et en production), les relations avec les entreprises agro-industrielles, et les activités non-agricoles de l'exploitant. Sur la base des critères précédents, trois types de planteurs villageois ont été identifiés, ils sont définis comme : petits agriculteurs familiaux (type 1), des investisseurs ruraux (type 2) et des investisseurs urbains (type 3).

Les données ont été collectées à l'aide de questionnaires administrés auprès de planteurs et de producteurs d'huile rouge. L'analyse des résultats s'est appuyée sur le logiciel Olympe. Olympe est un logiciel de modélisation et de simulation des exploitations agricoles développé par INRA/IAMM/CIRAD. Il offre la possibilité de réaliser une modélisation fonctionnelle des systèmes d'exploitation agricole, une identification des coûts de production et une analyse économique de rentabilité en fonction des choix techniques et des types de productions (Penot et Deheuvels 2007). Olympe utilise la démarche systémique pour décrire et analyser les moyens de production et les performances technico-économiques des exploitations agricoles. Une base de données a été constituée dans ce logiciel pour croiser les résultats du recensement avec les informations technico-économiques des études détaillées, en se reposant sur les 3 types de planteurs villageois définis précédemment.

## 2.3. ÉTUDE DES AGRO-INDUSTRIES

Les données ont été collectées auprès des différents ministères impliqués, et directement auprès des agro-industries mais sont restées partielles du fait d'un fréquent manque de réponse. Des

enquêtes ont été menées auprès des responsables actuels et passés afin de caractériser la gestion des plantations industrielles et les relations actuelles et passées avec les planteurs.

## 2.4. ANALYSE SPATIALE

L'analyse spatiale a consisté à réunir les informations sur les concessions industrielles et la répartition des plantations villageoises. Les concessions industrielles ont été obtenues à partir des données de l'Atlas forestier interactif du Cameroun de WRI, vérifiées et complétées par l'analyse des images satellites et de quelques cartes des plantations obtenues auprès des industries. Ces données restent à compléter et devraient reposer sur les décrets d'attribution de droits de plantation par le Minader. Les cartes ont été réalisées par Mamadou Farikou, consultant au CIFOR.

## 3. LE PALMIER À HUILE AU CAMEROUN

### 3.1. LE PALMIER À HUILE, UNE PLANTE INDIGÈNE

L'huile de palme est un des produits agroalimentaires les plus valorisés dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Elle est la principale huile alimentaire et est également utilisée comme matière première dans les industries de fabrication de produits cosmétiques. Avec une production annuelle de plus 50 millions de tonnes, soit 39% de la production mondiale d'huiles végétales, l'huile de palme est devenue la plus importante des huiles végétales, dépassant largement le soja, le colza et le tournesol (USDA, 2011, repris par Hoyle et Levang, 2012). En plus de l'huile de palme extraite du péricarpe du fruit, l'huile de palmiste extraite de l'endosperme est très utilisée dans l'industrie cosmétique. L'industrie de seconde transformation, principalement constituée de raffineries et de savonneries transforme essentiellement de l'huile de palme industrielle mais aussi artisanale, et dans de moindres proportions de l'huile de palmiste industrielle, afin de vendre une variété de produits alimentaires et cosmétiques. Chaque étape du raffinage donne lieu à des produits commercialisables. Ainsi, le prétraitement (floculation – blanchiment – filtration – polissage) donne de l'huile prétraitée tandis que le fractionnement (réchauffage – refroidissement - filtration) permet de séparer des corps gras caractérisés par des points de fusions différents : l'oléine, une huile fluide, et la stéarine, une huile concrète.

Les tourteaux provenant du pressage des noix de palme sont également utilisés dans l'alimentation animale et les noyaux sont d'excellents combustibles utilisés dans les unités de transformation artisanale d'huile de palme. Fourrier et al. (2001) dans leurs travaux sur la transformation artisanale de l'huile de palme au Bénin et Nigéria, montrent l'importance de toutes les parties de la plante en plus des fruits qui servent dans l'huilerie. Notons enfin que le palmier à huile offre aux communautés locales de nombreuses utilisations matérielles, sociales et culturelles allant de l'alimentation à la pharmacopée traditionnelle en passant par des matériaux de construction, concourant ainsi au bien-être des populations locales et à leur développement socioculturel. Les palmes peuvent également servir en vannerie (confection de balais, de paniers, de tamis...) ou pour les toitures. La sève par contre est fermentée pour être consommée directement (vin de palme) ou après distillation (alcool de palme) (Jacquemard, 2012). Enfin le tronc est utilisé dans les constructions.

### 3.1.1. BOTANIQUE ET MISE EN CULTURE

Le palmier à huile (*Elæis guineensis* Jacq), est une palmaracée originaire du Golfe de Guinée. Il présente une puissante couronne de 30 à 45 palmes vertes (feuilles) de 5 à 9 mètres de long surmontant un stipe (tige) cylindrique unique. Sa production est constituée de régimes de fruits charnus (drupes), de la pulpe desquels on extrait une huile rouge comestible appelée « huile de palme ». De l'amande du fruit on extrait aussi une huile de couleur jaune clair, elle est également comestible et est appelée « huile de palmiste ». D'une durée de vie allant jusqu'à plus de 30 ans il est planté à raison de 143 plants à l'hectare avec une hauteur comprise entre 10 et 20 m il se cultive sur des sols drainés, fertiles ou neutres avec beaucoup de soleil (Jacquemard, 2012).

Il en existe 3 types : dura, pisifera et tenera. Les palmeraies sélectionnées villageoises et industrielles se distinguent par la plantation de palmiers hybrides de type tenera :

- le type dura qui se caractérise par des fruits à coque épaisse, à pulpe fine et à grosse amande constitue l'essentiel des peuplements naturels et sub-spontanés ; c'est le type exploité traditionnellement en Afrique pour produire l'huile de palme dite « rouge » à partir de sa pulpe et l'huile de palmiste dite « noire » par chauffage des amandes ; c'est le parent femelle pour la production de semences commerciales sélectionnées ;
- le type pisifera qui se caractérise par des fruits sans coque, produit très rarement des régimes arrivant à maturité du fait d'une anomalie de la fécondation ; il est donc sans intérêt pour la production d'huile mais son pollen étant normalement fertile, il est utilisé comme parent mâle pour la production de semences commerciales sélectionnées ;
- le type tenera, hybride de deux précédents, qui se caractérise par des fruits à coque fine, à pulpe épaisse et à petite amande ; il offre le meilleur rendement en huile avec une répartition respective d'environ 90% et 10% d'huile de palme extraite de la pulpe et d'huile de palmiste extraite de l'amande ; les palmeraies sélectionnées sont plantées uniquement avec cet hybride.

Le palmier à huile est une monocotylédone arborescente monoïque à croissance indéfinie qui porte en haut d'un pseudo-tronc, le stipe, une couronne de 30 à 45 palmes lorsqu'elle est régulièrement entretenue et davantage si le palmier n'est pas élagué. En moyenne, un palmier produit deux palmes par mois. A l'aisselle de chacune se développe une ébauche florale. Celle-ci se développera en une inflorescence mâle ou femelle, qui donnera un régime de fruits ou avortera. Ainsi un palmier porte sur l'ensemble de sa couronne un nombre variable de régimes à différents stades de développement. Par ailleurs, il s'écoule 5 à 6 mois entre une initiation florale et la récolte du régime qui en est issu. Ainsi, après une phase juvénile qui dure environ 3 ans, si les conditions d'implantation et de conduite juvénile sont favorables, on peut trouver des régimes mûrs dans une palmeraie tout au long de l'année. Ensuite, la phase de production se subdivise en trois parties successives : une période de montée en production de 3 à 7 ans, puis une période de stabilisation de la production lorsque la palmeraie devient adulte à partir de 8 ans (compétition eau, lumière et nutriments), et enfin une période de décroissance de la production récoltée, liée aux mortalités et aux difficultés de récolte. En effet, la durée d'exploitation d'une palmeraie dépend de la mortalité dans la parcelle, de la longueur de l'outil de récolte et de la vitesse de croissance en hauteur, elle-même liée au matériel végétal et aux conditions de culture (Jacquemard, 2012).



Les conditions pédo-climatiques adaptées à la culture du palmier à huile sont les suivantes (Jacquemard 2012):

- des températures élevées toute l'année, entre 25 et 28° C avec des minima supérieurs à 18° C pour les mois les plus froids ;
- un ensoleillement d'au moins 5 heures/jour ;
- des précipitations comprises entre 1 800 et 2 400 mm/an. Toutefois, une sécheresse prolongée de plus de 90 jours est un sérieux handicap au développement optimal du palmier à huile ;
- des précipitations excédentaires sont bien tolérées tant que les sols sont bien drainés ;
- des sols riches et bien drainés même si le palmier se satisfait de sols pauvres si la fertilisation est assurée ;
- une altitude basse, idéalement inférieure à 500 m. Les terrains plats sont plus indiqués pour éviter l'érosion du sol et faciliter la récolte et le transport des fruits ;
- l'humidité moyenne relative mensuelle doit être supérieure à 75 %.

### *3.1.2. LA CEINTURE ÉLÆICOLE DU CAMEROUN*

Le Cameroun est situé dans le Golfe de Guinée. Il se situe entre les 2e et 13e degrés de latitude Nord, et les 9e et 16e degrés de longitude Est. Le pays peut être divisé en cinq zones agro-écologiques distinctes par leurs caractéristiques pluviométriques et pédologiques, présentées sur la figure 1. Sur ces cinq zones agro-écologiques, les zones forestières mono-modale et bi-modale sont les plus favorables à la culture du palmier à huile, avec également quelques poches dans les régions du Nord-Ouest, de l'Ouest et de l'Adamaoua.

Le palmier se développe essentiellement dans le domaine forestier du Sud-Cameroun. Cette zone de prédilection du palmier se subdivise en deux principales aires (figure 1). La zone à la fois méridionale et océanique couvre les systèmes d'exploitation actuels du palmier à huile au Cameroun. Il s'agit du secteur maritime et côtier comprenant les régions du Sud-Ouest et du Littoral et la partie occidentale des régions du Centre et du Sud. Il se rattache à la zone agro-écologique de « forêts denses humides à pluviométrie monomodale ». Cette zone est le principal bassin de production d'huile de palme du Cameroun et héberge toutes les agro-industries actuelles du pays et l'essentiel des palmeraies villageoises.

A côté de cette ceinture du palmier à huile, on trouve une zone de développement diffus qui couvre les régions du Centre, du Sud, de l'Est, de l'Ouest, du Nord-Ouest et le sud de l'Adamaoua. Dans ces régions, les conditions de développement du palmier à huile ne sont pas optimales, mais le palmier à huile fait partie des systèmes agraires par son exploitation traditionnelle ancestrale et par l'implantation récente et sporadique des palmeraies villageoises. Certaines régions à l'instar du Sud connaissent une forte expansion de la culture du palmier à huile portée essentiellement par les élites urbaines. Cette région pourrait jouer un rôle déterminant dans l'expansion du palmier à huile au Cameroun du fait de conditions climatiques proches de celles de la zone méridionale et océanique.

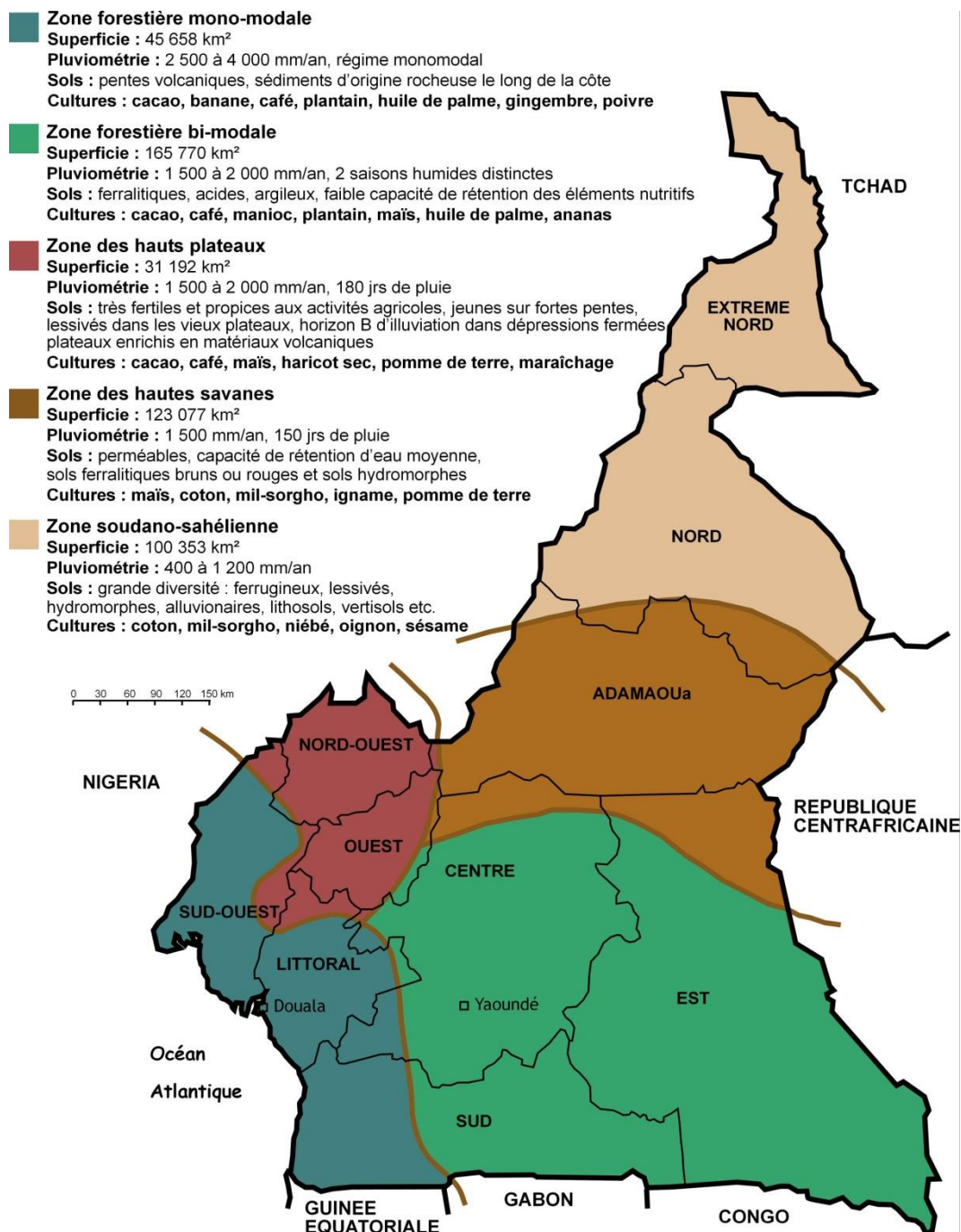


Figure 1: Zones agro-écologiques du Cameroun. Source: IRAD 2000

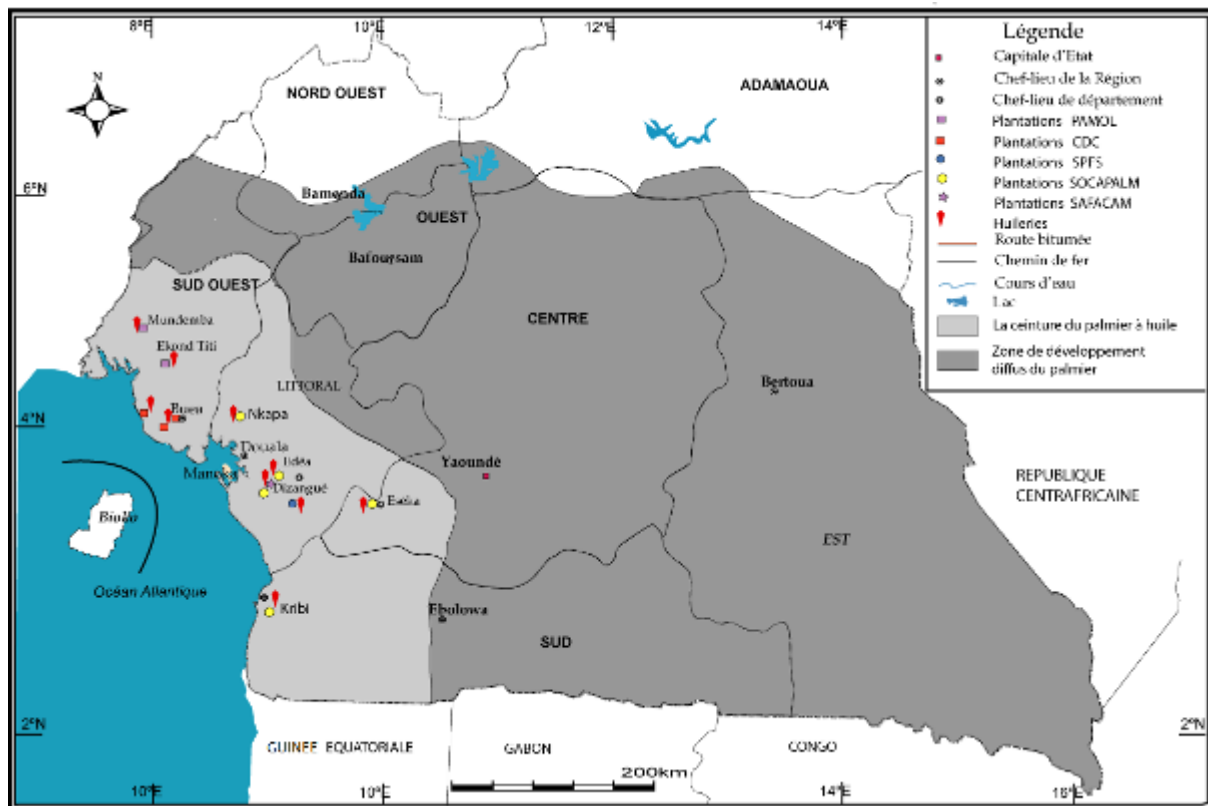
### 3.2. DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE AU CAMEROUN

#### 3.2.1. DES PALMERAIES SAUVAGES AUX PLANTATIONS COLONIALES

Le palmier à huile étant une culture originaire du Golfe de Guinée, sa production a commencé de manière artisanale très tôt dans l'histoire. Avec l'arrivée des colonisateurs, cette production s'est développée pour satisfaire la demande des pays étrangers. Au Cameroun, les plantations de palmier à huile voient le jour à partir de 1898 avec la création par les Allemands de la Debundcha Palm Company (Debundcha Pflanzung) sur le versant ouest du Mont Cameroun (Ndjogui et al., 2014). Les premières plantations industrielles ont été établies en 1907 sous l'administration coloniale allemande, dans les plaines côtières autour d'Edéa où se situe l'actuelle Société des Palmeraies de la Ferme Suisse (SPFS) (Iyabano, 2013). La culture a ensuite été développée sous

le régime franco-anglais jusqu'en 1960 notamment à travers la création de la «Pamol Plantation Limited» (PAMOL) en 1928 par le groupe Unilever et la «Cameroon Development Corporation» (COMDEV) en 1947 (Lebailly et Tentchou, 2009).

Ces plantations sont localisées sur la zone littorale (figure 2).



**Figure 2 : L'aire d'extension du palmier à huile au Cameroun. Source : Ndjogui et al. 2014 (données : INC, 2007 ; IRAD, 2008).**

A côté des plantations européennes coloniales, l'administrateur colonial encourageait la création des plantations indigènes afin de pousser les communautés locales à s'intéresser à la culture du palmier à huile (Etoga, 1971 cité par Ndjogui et al. (2014).

La production s'est révélée insuffisante et des mesures ont été prises pour son augmentation. Peu après l'indépendance, pour faire face à la demande nationale croissante en huile de palme, le Gouvernement a créé en 1968 une société agro-industrielle : la SOPAME (Société de palmeraies de MBONGO et ESEKA) et a initié autour des blocs de plantations industrielles, un programme de développement de la palmeraie villageoise avec du matériel végétal sélectionné. Dans ce programme les planteurs bénéficiaient d'un certain nombre d'avantages, entre autres : l'encadrement technique, les crédits pour les intrants (plants, engrais, petit outillage), le soutien financier pendant les trois premières années jusqu'à l'entrée en production des plantations, la création et l'entretien du réseau routier dans un rayon de 30 km autour des palmeraies industrielles, l'assurance de la collecte et l'achat de la production des plantations villageoises par les agro-industries, la subvention des engrais à hauteur de 50%.

Cette stratégie expérimentée autour de la SOPAME s'est généralisée autour des autres agro-industries (PAMOL et CDC) sur financement de la Banque mondiale et de la Caisse Centrale de Coopération Économique et du FONADER (Fonds National d'Aide au Développement Rural), et a

connu un très fort engouement des populations au regard de l'amélioration du niveau de vie des bénéficiaires. Le modèle de développement choisi reposait sur le transfert en milieu villageois du modèle technique élaboré pour les plantations industrielles. Ces projets ont ainsi permis, au cours des années 1970 et 1980 de diffuser une nouvelle variété de palmier à huile, l'hybride tenera, généralement cultivé en plantations monospécifiques, venant compléter l'approvisionnement des huileries industrielles. Entre 1978 à 1991, 13 000 ha de palmeraies villageoises sélectionnées sont implantés avec l'appui technique et financier du programme FONADER (Rafflegeau, 2008).

### *3.2.2. LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES PLANTATIONS VILLAGEOISES*

#### **3.2.2.1. FONADER**

Le FONADER est créé le 28 août 1973 par le Décret n° 73/496. C'est une banque de développement rural, essentiellement approvisionnée par le Fonds de Stabilisation des Prix<sup>1</sup> et certaines allocations budgétaires de l'État unitaire. Les principales missions du FONADER sont les suivantes :

- l'administration, le stockage et la distribution des intrants agricoles subventionnés ;
- la promotion et la distribution du crédit agricole ;
- le financement et le suivi de certains projets de développement ;
- le recouvrement indirect des crédits de plantation par l'intermédiaire des sociétés publiques de développement, maîtres d'œuvre du programme de développement de plantations villageoises.

Le FONADER n'a pas de bureaux déconcentrés. Il utilise les services des institutions publiques et des sociétés de développement existantes pour remplir ses missions. Ainsi pour le cacao, il opère par l'intermédiaire de la Société de Développement du Cacao (SODECAO). Pour ce qui est du palmier à huile, le FONADER a recours aux services de la SOCAPALM et de la CDC qui sont des sociétés de développement dotées d'une autonomie financière.

Le FONADER est un véritable organisme de financement du monde rural ayant la charge de distribuer les diverses subventions nationales en direction du monde rural. Le fonds accorde des crédits aux particuliers, aux groupements de pré-coopérateurs comme les Groupements d'Agriculteurs Modernes (GAM) ainsi qu'aux coopératives et aux sociétés de développement. Dans le cadre du programme de plantations villageoises de palmier à huile, les financements du FONADER sont gérées par la SOCAPALM, la CDC et plus tard la PAMOL reprise par l'État du Cameroun en 1996. Ces sociétés de développement identifient les planteurs bénéficiaires du projet dont l'adhésion est soumise à la signature d'un contrat avec l'une des agro-industries ci-dessus mentionnées.

#### **3.2.2.2. Le contrat entre les planteurs et les agro-industries<sup>2</sup>**

Pour être bénéficiaire du projet de développement des plantations villageoises, le paysan est assujéti aux quatre conditions suivantes : être de nationalité camerounaise et tirer au moins 75 % de ses revenus de l'agriculture ; avoir entre 25 et 40 ans et être physiquement capable d'exercer des travaux dans la plantation. Des personnes plus âgées, mais disposant de jeunes gens à leur disposition peuvent être également retenues ; disposer de terres aptes à être mises en valeur dans les conditions suivantes : les plantations doivent être situées dans un rayon de 25 km de l'huilerie, elles doivent être à

---

<sup>1</sup> Ce fond était alimenté par les excédents des ventes des principaux produits agricoles de base tels que le cacao, le café et le coton.

<sup>2</sup> Pour plus de détails, lire le Rapport d'évaluation du deuxième projet SOCAPALM de la Banque mondiale(1977), le rapport d'évaluation du projet CAMDEV II intitulé Appraisal of a Second CAMDEV Project, 1977, Konings, 1993.

une distance n'excédant pas 500 mètres d'une route carrossable ou d'une piste ; le propriétaire doit exercer un droit sur la terre couvrant une période d'au moins 24 ans; effectuer l'abattage de la végétation sur la parcelle identifiée pour y implanter une palmeraie villageoise.

Chaque bénéficiaire du projet reçoit une assistance technique et financière pour une superficie de 1 à 2 ha au cours de la première année. Cette superficie peut être élargie d'un hectare par an, jusqu'à un maximum de 5 ha. Dans l'hypothèse de l'utilisation d'une main d'œuvre salariée, la Banque mondiale évalue le coût de création d'un hectare à 82 000 francs CFA en 1976 (Banque mondiale, évaluation du deuxième projet SOCAPALM, 1977). Les bénéficiaires du projet contractent un crédit de plantation auprès de l'agro-industrie qui les encadre techniquement à un taux d'intérêt de 9 % par an avec un remboursement différé pendant 6 ans puis qui s'étale d'après un modèle de la septième à la treizième année suivant la plantation. L'agro-industrie qui collecte les régimes une fois la parcelle entrée en production est chargée du recouvrement du crédit de plantation pour le compte du FONADER. Le contrat qui couvre une période de 27 ans à partir de l'année de défrichage, oblige le planteur : à vendre ses régimes à l'agro-industrie avec laquelle il est en contrat ; à assister à toutes les séances de formation et d'information sur les techniques agricoles ; suivre scrupuleusement les recommandations de l'agro-industrie sur le suivi et l'entretien de la plantation ; à s'acquitter de toutes ses dettes. Au cas où un planteur ne respecte pas les conditions du contrat, l'agro-industrie, après un certain nombre d'avertissements écrits, transmet le dossier du débiteur défaillant au FONADER qui procède à la saisie de la plantation couverte par le contrat.

Pour sa part, l'agro-industrie s'engage à : apporter une assistance technique au champ (effectuer le piquetage de la parcelle, montrer comment planter, semer la plante de couverture, épandre les engrais, récolter les régimes...) et sous forme de formation ; fournir les intrants et matériels nécessaires à l'implantation de la parcelle (matériel végétal, grillage de protection contre les rongeurs, semences de légumineuse de couverture) puis sa conduite juvénile (engrais azoté), son entrée en production (perche de récolte) ; pendant la période juvénile (maximum 4 ans), le planteur reçoit en espèces un montant compris entre 56 900 et 82 000 francs CFA, représentant ses frais d'entretien de la parcelle (Konings, 1993) ; une fois les parcelles en production, assurer la collecte des régimes bord champ et entretenir les pistes d'accès aux plantations ; le coût de ce service est déduit du prix d'achat des régimes par l'huilerie (5 000 francs CFA/t de régimes) ; payer mensuellement le paysan pour les régimes livrés ; assurer le recouvrement des crédits de plantation pour le FONADER ; fournir aux planteurs ayant remboursé la totalité des dettes contractées, un certificat enregistré au Bureau foncier pour les surfaces sous plantation (Banque mondiale, évaluation du deuxième projet SOCAPALM, 1977).

Dans chaque agro-industrie, un département administratif dédié aux plantations villageoises est créé sur recommandation de la Banque mondiale. Notons que le contrat ne prévoit aucune sanction en cas de non-respect de ses obligations par l'agro-industrie.

Le FONADER, avec le programme de plantations villageoises qu'il finance, est considéré comme le moteur du développement rural et éléicole. Dans le Sud-Ouest par exemple, la surface cumulée de plantations villageoises de palmier à huile créées de 1978 à 1987 avec l'aide du FONADER est estimée à 3 275 ha dans le bassin d'approvisionnement de la CDC tandis que le nombre de planteurs villageois dépasse 780 (CDC, annual report 1987, cité par Konings, 1993). Tout porte à croire que ce chiffre peut dépasser 1 000 participants au projet si on tient compte des données de 1981, 1982 et 1983 qui ne figurent pas dans le rapport exploité par l'auteur. En 1993, lors de la table ronde de Limbé, on compte plus de 3 100 planteurs encadrés par le FONADER et ayant bénéficié du programme de plantations villageoises. Les superficies plantées s'évaluent à plus de 13 000 ha (Bakoumé et al., 2002).

Malheureusement, le FONADER, tout comme ses prédécesseurs tombe en faillite en 1990 et est définitivement liquidé en 1991. Plusieurs facteurs expliquent cette banqueroute du fonds.

### **3.2.2.3. La faillite du FONADER**

Les causes de la chute du FONADER sont de deux ordres. Certaines sont internes tandis que d'autres sont externes.

Parmi les facteurs ayant entraîné la chute du FONADER, il y a d'abord son fonctionnement interne. En effet, à cause d'une centralisation excessive, cet organisme éprouve de sérieuses difficultés d'organisation. L'absence de représentations régionales et locales réduit ses capacités d'intervention. Les lourdeurs administratives entraînent des retards dans la distribution des subventions auprès des producteurs villageois.

Initialement prévu pour distribuer le crédit dans le monde rural, le FONADER est devenu plus tard un organisme d'intervention de l'État dans d'autres secteurs économiques parfois non productifs. Le fonds profite finalement plus à d'autres acteurs qu'aux ruraux. Fouda Moulende (2003) parle même de l'exclusion des paysans du programme FONADER et montre que pour le crédit adhérent du FONADER par exemple, seulement 10 % de la ligne de crédit (déjà très modeste en elle-même) sont allés aux petits producteurs. Tchatat (1984, cité par Fouda Moulende, 2003) explique cette situation par les nombreux blocages qu'a rencontré le FONADER dans l'accomplissement de ses missions par : « la faible capacité de remboursement des paysans, à la complexité de procédures visant à réduire les impayés, la priorité accordée au crédit social par rapport au crédit à la production, la structuration insuffisante du monde rural, l'inadaptation statutaire, (...) à ses faibles ressources. »

Le programme de plantations villageoises financé par le FONADER est en principe réservé à 90 % aux paysans, c'est-à-dire à ceux qui tirent 75 % de leurs revenus de l'agriculture. De nombreuses élites urbaines et rurales (cadres des agro-industries maîtres d'œuvre du projet) ont cependant profité de ce projet pour créer leurs propres palmeraies, privant les ruraux d'un bien qui leur était statutairement destiné. Elong (2003) signale ainsi que dans le Bas-Moungo, les élites possèdent 70 % de la superficie totale des palmeraies villageoises en 1989. Presque toutes les palmeraies des élites urbaines et rurales créées dans les années 1970 et 1980 ont bénéficié des financements du FONADER. Enfin, notons que le remboursement des crédits entre la septième et la treizième année n'a pas fonctionné et les remboursements se sont éternisés du fait d'un fort taux d'intérêt (9 %) et de la remise en cause de la gestion par certains planteurs bénéficiaires.

Après la faillite du FONADER, l'intérêt pour le palmier s'est maintenu avec, d'une part, les planteurs de cacao et de café confrontés à la baisse de leurs revenus, due à la chute drastique des prix de ces produits sur le marché mondial et, d'autre part, les déflatés de l'administration au début des années 1990 qui, par mimétisme des producteurs autour des agro-industries, se sont spontanément attelés à la création des palmeraies à travers le territoire national. Ainsi, les plantations villageoises de palmier à huile se sont dispersées dans la partie méridionale du pays (Centre, Littoral, Sud et Sud-Ouest) avec des poches dans les Provinces de l'Est, de l'Ouest et du Nord-Ouest.

## 4. ORGANISATION DU SECTEUR EN 2014

La palmeraie du Cameroun peut être répartie en trois grands sous-groupes :

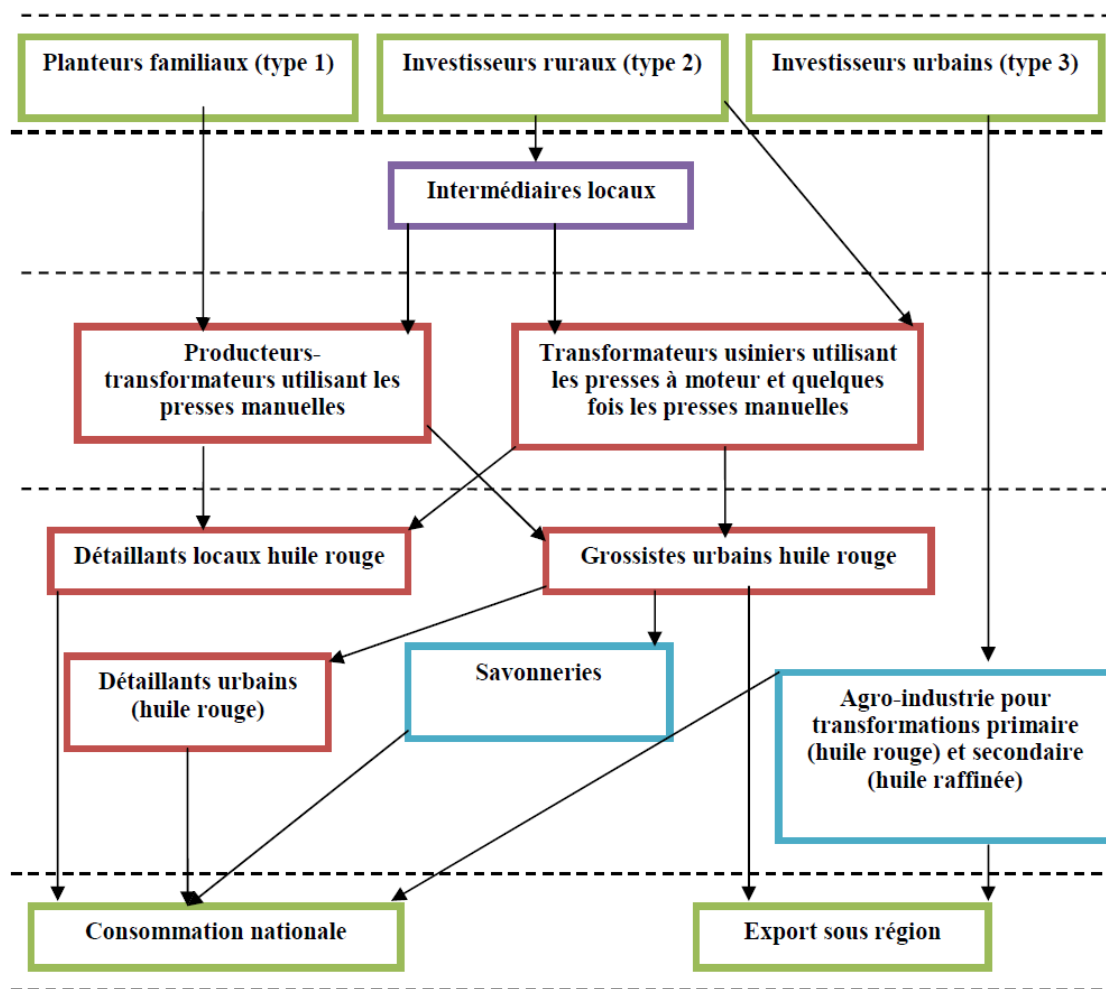
- Les agro-industries : elles disposent de périmètres de plantations supérieurs à 1000 hectares et transforment leurs régimes en huiles dans leurs usines. Elles achètent aussi des régimes auprès des petits producteurs.
- Les producteurs privés de taille moyenne : ils disposent de superficies comprises entre 500 et 1000 hectares et disposent d'unités d'extraction avec des capacités au moins égales à 5 tonnes de régimes par heure. A notre connaissance, il en existe six :
  - SDAI : située dans le Dja et Lobo, cette structure dispose d'une superficie de près de 800 hectares de palmiers plantés. Une partie n'est pas exploitée pour des raisons diverses.
  - Plantation de Mr AKAME MFOUMOU dans le Dja et Lobo. Elle dispose d'une superficie de 550 hectares environ, d'une huilerie de 5 tonnes de régimes par heure et d'une savonnerie. C'est la chaîne privée de palmier à huile la plus complète.
  - Plantation de Mr ABAH ABAH dans le Dja et Lobo. Elle dispose d'une superficie de plus de 500 hectares et d'une huilerie d'au moins 5 tonnes de régimes par heure.
  - Plantation de Mr NGUE MARTIAL dans la Sanaga maritime. Elle dispose de 650 hectares et d'une huilerie de 5 tonnes de régimes par heure. Il faut noter que cette huilerie collecte aussi les régimes des autres planteurs pour la transformation.
  - MUKETE ESTATE : c'est une plantation située dans la Meme qui dispose d'environ 800 hectares de palmier à huile et d'une usine de 5 tonnes /heure.

Toutes ces structures sont privées et familiales mais ont une envergure telle que nous avons jugé nécessaire de les classer dans le 2e groupe des producteurs.

Le temps dont nous disposions ne nous a pas permis de collecter toutes les informations auprès des promoteurs qui pour la plupart du temps vivent dans les grandes villes.

- Les petits producteurs qui se caractérisent par des plantations inférieures à 500 hectares et ne disposent que d'unités artisanales de transformation. Elles sont les plus nombreuses et produisent plus d'huile que les deux premiers groupes réunis.

Six principaux types d'acteurs directs ont été identifiés au sein de la filière artisanale de l'huile de palme, il s'agit : des producteurs ou planteurs de palmiers à huile, des transformateurs d'huile rouge, des intermédiaires, des grossistes d'huile rouge, des détaillants, et en fin des consommateurs. La figure 3 montre l'organisation de la filière et les relations directes ou indirectes qui existent entre les acteurs.



**Figure 3 : Organisation de la filière artisanale de l'huile de palme dans la Sanaga-Maritime (source : Iyabano, 2013)**

#### 4.1. LES PLANTATIONS INDUSTRIELLES ET LES USINES

Sur les cinq sociétés agro-industrielles de palmier à huile qui existent au Cameroun en 2013, trois (SOCAPALM, SAFACAM, SPFS) sont des sociétés à capitaux privés et deux (CDC et PAMOL) sont des sociétés dont l'actionnaire majoritaire est l'État. Ces deux sociétés sont en restructuration depuis de nombreuses années. Les sociétés parapubliques sont des sociétés dans lesquelles l'actionnaire majoritaire est l'État. Elles sont coiffées par un conseil d'administration dont les représentants sont surtout les différents actionnaires. La structure dirigeante est nommée par le gouvernement.

Les agro-industries sont des complexes qui disposent d'importantes superficies (tableau 1, et figure 4 pour leur répartition) et des usines avec des rendements d'usinage d'au moins 10 tonnes de régimes par heure. Elles peuvent avoir plusieurs plantations. Il en existe à ce jour 6 en activité.



| Superficies plantées | SOCAPALM | SPFS  | SAFACAM | CDC    | PAMOL | HF  | TOTAL  |
|----------------------|----------|-------|---------|--------|-------|-----|--------|
| Mature               | 25 799   | 3 683 | 4 600   | 10 288 | 8 570 | 0   | 52 940 |
| Immature             | 5 252    | 0     | 0       | 4 619  | 0     | 200 | 10 071 |
| Total                | 31 051   | 3 683 | 4600    | 14 907 | 8 570 |     | 63 011 |

Tableau 1 : Superficies des plantations matures et immatures dans les agro-industries.

Source : Ngom 2014

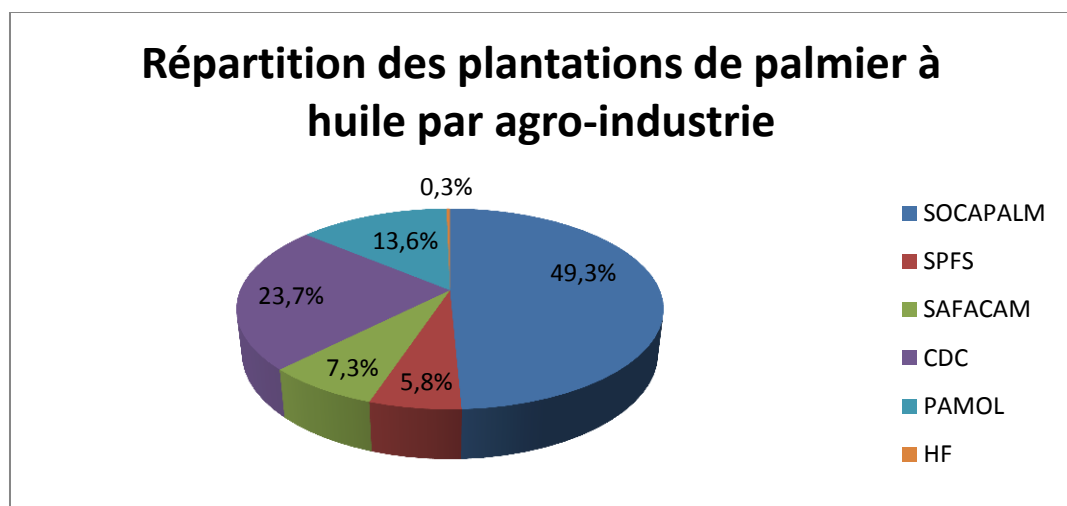


Figure 4 : Répartition des plantations industrielles parmi les entreprises. Source : Ngom 2014

Les agro-industries ont été installées dans leur grande majorité depuis plus de 30 ans. Elles disposent de plantations vieillissantes (tableau 2) et doivent procéder à leur renouvellement. Par ailleurs, leur besoin d'extension se heurte très souvent à un manque de moyens financiers.

| Sociétés       | État Plantation | Années |        |        |        |        |
|----------------|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------|
|                |                 | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   |
| SOCAPALM       | Mature          |        | 22 297 | 25 590 | 25 911 | 25 799 |
|                | Immature        |        | 2 217  | 4 237  | 5 389  | 5 252  |
| SPFS           | Mature          | NR     |        |        |        |        |
|                | Immature        | NR     |        |        |        |        |
| SAFACAM        | Mature          | NR     |        |        |        |        |
|                | Immature        | NR     |        |        |        |        |
| CDC            | Mature          | 13 212 | 11 688 | 10 512 | 10 250 | 10 268 |
|                | Immature        | 1 531  | 2 067  | 2 490  | 2 200  | 3260   |
| PAMOL          | Mature          | 8 582  | 8 582  | 8 570  | 8 570  |        |
|                | Immature        | 0      | 0      | 0      | 0      |        |
| Herakles Farms | Immature        | 0      | 0      | NR     | NR     | NR     |
| Biopalm        | Immature        | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      |

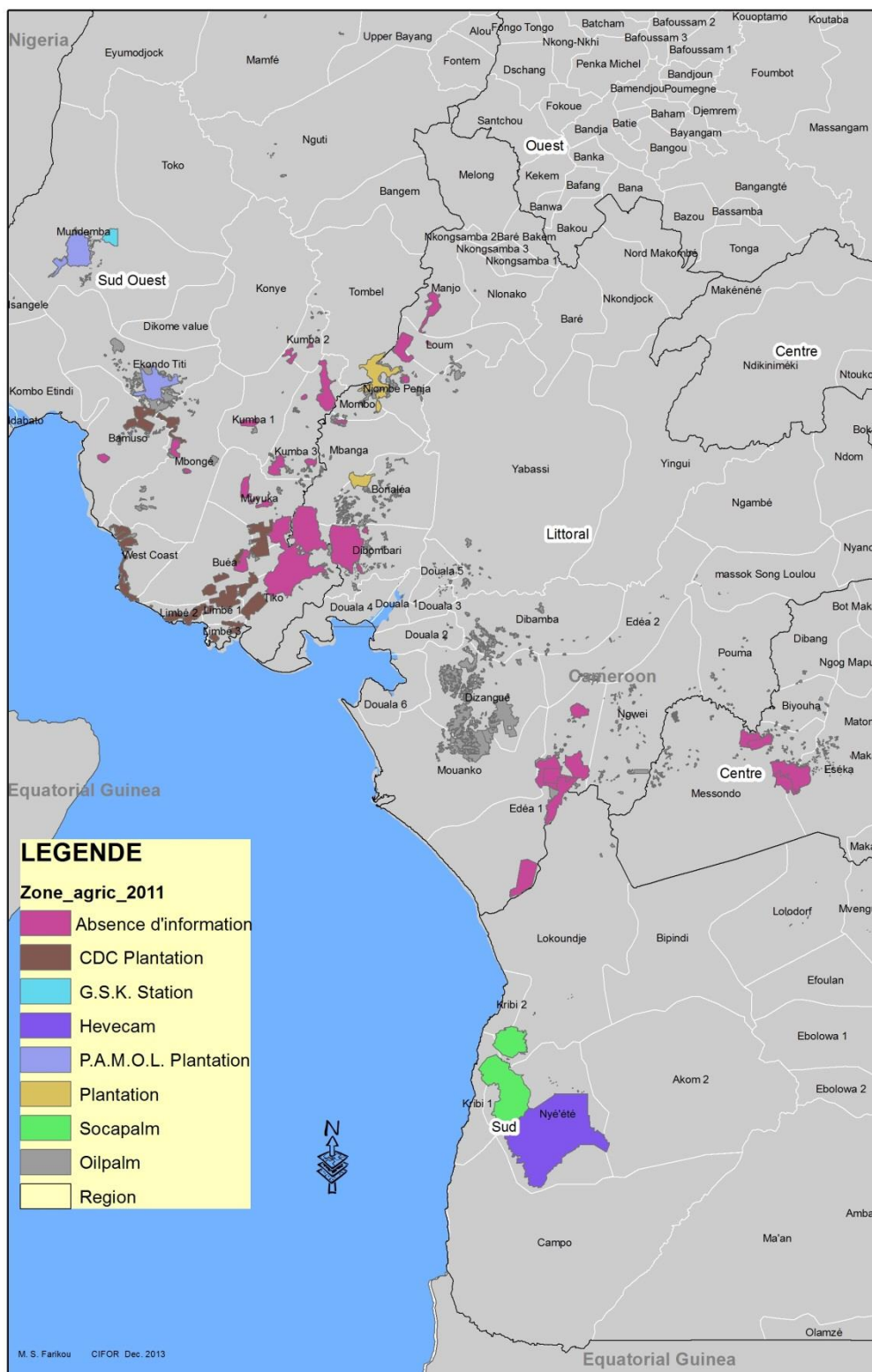
Tableau 2 : Évolution des superficies matures et immatures (2007-2012). NR : Non renseigné à ce jour. Source : Ngom 2014

L'évolution globale des superficies entre 2008 et 2012 (tableau 2) montre que celles-ci ont augmenté de 20% environ à la SOCAPALM mais elles sont restées constantes dans les autres entreprises. Ceci est dû à une absence de moyens pour le renouvellement dans certaines plantations notamment celles à capitaux publics (CDC et PAMOL).

Les agro-industries ont très souvent obtenu des concessions sur de vastes surfaces pas toujours entièrement mises en valeur (tableau 3), leur localisation est représentée sur la carte de la figure 5.

| Sociétés    | Date de création | Nombre usines | Total concessions | Superficie Palmeraies | Autres Hévée | Reste concession |
|-------------|------------------|---------------|-------------------|-----------------------|--------------|------------------|
| SOCAPALM    | 1968             | 6             | 58 063            | 31 051                | 1 779        | 25 233           |
| SPFS        | 1977*            | 1             | 6 000             | 3 683                 | 0            | 2 317            |
| SAFACAM     | 1897             | 1             | 15 500            | 4 700                 | 10 000       | 0                |
| CDC         | 1947             | 3             | NR                | 14 907                | NR           | NR               |
| PAMOL       | 1933             | 2             | 11 532            | 8570                  | 1 640        | 666              |
| Herakles F. | -                | 0             | 3500              | 300                   | 0            |                  |
| Biopalm     | -                | 0             | 3300              | 0                     | 0            | 3300             |
| Total       |                  | 13            | 91095             | 62 911                | 13419        | 28216            |

**Tableau 3 : Concessions des agro-industries. Source : Ngom 2014. Remarque : la SPFS existe depuis 1907 sous un autre nom.**

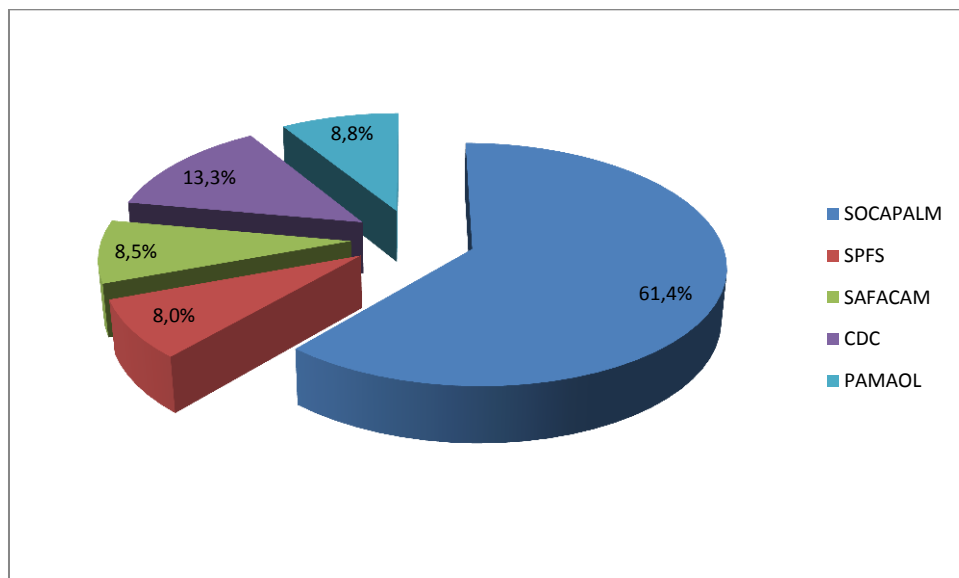


**Figure 5 : Localisation des plantations industrielles au Cameroun. Source : Mamadou Farikou (Carte non publiée, données WRI et CIFOR)**

La production des agro-industries reste faible (tableau 4), la répartition entre les différentes entreprises est indiquée dans la figure 6. En outre cette production agro-industrielle prend en compte les régimes des plantations villageoises qui leur sont livrés. Il faut néanmoins remarquer que ces rendements sont supérieurs à ceux observés dans les plantations villageoises.

| STRUCTURES   | Tonnages régimes (t/an) | Tonnages huile de palme (t d'huile brute/an) | Rendement moyen en huile (tonne d'huile brute annuel /ha) |
|--------------|-------------------------|--|---|
| SOCAPALM     | 396 039                 | 84 888                                       | 2,58  |
| SPFS         | 56 000                  | 11 000                                       | 2,98  |
| SAFACAM      | 58 750                  | 11 750                                       | 2,50  |
| CDC          | 91 558                  | 18 388                                       | 1,32  |
| PAMOL        | 60 648                  | 12 215                                       | 1,39  |
| <b>TOTAL</b> | <b>662 995</b>          | <b>138 241</b>                               |   |

**Tableau N°4 : Tableau de production des régimes et de l'huile de palme brute par agro-industrie.**  
**Source : Ngom 2014**



**Figure 6 : Répartition de la production des agro-industries en 2012.** Source : Ngom 2014

Les rendements de la SOCAPALM sont d'au moins 30% supérieurs à ceux de la CDC et près de 45% supérieurs à ceux de la PAMOL. En 2010 le rendement de la SOCAPALM était plus du double de celui de la PAMOL ; (PAMOL 5,52 tonnes de régimes à l'hectare contre 12,55 tonnes de régimes à l'hectare pour la SOCAPALM).

| Structures | 2008 | 2012 | Variations |
|------------|------|------|------------|
| CDC        | 428  | 490  | + 14,49%   |
| PAMOL      | 331  | 494  | + 49,24%   |
| SOCAPALM   | 362  | 421  | + 16,30%   |

**Tableau 5 : Présentation de l'évolution des coûts de production par hectare planté dans trois principales agro-industries.** Source : Ngom 2014

Les chiffres du tableau 5 ne permettent cependant pas de connaître les véritables coûts de production, car ils incluent toutes sortes d'investissements et autres frais de fonctionnement anormalement élevés. On sait toutefois que les principaux facteurs de production engrais et électricité ont augmenté considérablement. Par ailleurs les coupures fréquentes de l'approvisionnement en énergie ont contraint à l'utilisation des groupes électrogènes augmentant ainsi les coûts de production.

Les compagnies parapubliques ne disposent pas des moyens nécessaires pour effectuer les investissements qui leur permettraient d'atteindre une plus grande productivité. La PAMOL par exemple n'a pas fertilisé ses plantations depuis 27 ans, et dans son programme de replantation elle a complanté des jeunes palmiers sous les vieux, faute de moyens suffisants. Cette technique de complantation comporte des risques sanitaires (maintien des pestes présentes dans la plantation ancienne et transmission des maladies des palmiers âgés vers les palmiers jeunes) et limite la vitesse de croissance des palmiers par manque de lumière (Jacquemard, 2012).

Le rendement en huile est également inférieur dans les structures parapubliques mais ici la différence n'est pas aussi flagrante avec les structures privées. La vétusté des usines du secteur parapublic explique ces différences.

| <b>Entreprise</b> | <b>Localisation</b> | <b>Capacité<br/>horaire<br/>(t FFB/h)</b> | <b>Capacité<br/>annuelle<br/>(t FFB/an)</b> | <b>Taux<br/>d'extraction<br/>d'huile de<br/>palme (%)</b> | <b>Taux<br/>d'extraction<br/>d'huile de<br/>palmiste<br/>(%)</b> |
|-------------------|---------------------|---|---|---|--|
| Pamol             | Lobé                | 14  | 60 000                                      | 18.4  | 1.6  |
|                   | Ndian               | 15  | 63 000                                      | 19  | 0.5  |
| Socapalm          | Nkapa               | 40  | 104 000                                     | 21.1  | 4.7  |
|                   | Kienké              | 40  | 177 000                                     | 23.1  | 3.2  |
|                   | Eseka               | 10  | 27 000                                      | 20.4  | 4  |
|                   | Mbongo              | 40  | 149 000                                     | 21  | 4.3  |
| Safacam           | Dizangué            | 20  | 50 000                                      | 21.2  | 3.2  |
| SPFS              | Ferme Suisse        | 13.5                                      | 54 000                                      | 21.4  | 3.7  |
| CDC               | Idenau              | 25  | 77 000                                      | 21.4  | 5.1  |
|                   | Mondoni             | 25  | 69 000                                      | 20.4  | 4  |
| <b>Total</b>      |                     | <b>242</b>                                | <b>830 000</b>                              |   |  |

**Tableau N°6 : Capacité d'usinage. Adapté de : Bakoume et al. 2002**

La capacité d'usinage des régimes de palmier est de 830 000 t FFB/an (tableau 6) pour une production des plantations industrielles de 663 000 t FFB/an (tableau 4). Donc capacité suffisante pour la transformation de la production des agro-industries, avec un excédent de capacité annuelle de 167 000 t FFB/an.

## 4.2. LES PLANTATIONS VILLAGEOISES ET LA FILIÈRE ARTISANALE

Le Gouvernement a décidé d'appuyer les petits producteurs dans leur élan de développement de la palmeraie villageoise à travers le Programme de Développement des Palmeraies Villageoises (PDPV). La première phase de ce programme a été exécutée sur le terrain de 2003 à 2009 et a mis en place environ 7500 hectares auprès des petits producteurs. Sa deuxième phase, qui a démarrée en 2011, a pour objectif global l'accroissement de la production de 30 000 tonnes d'huile de palme par an dans les bassins de culture du palmier à huile en vue de contribuer à la résorption du déficit national actuel en huile de palme.

L'évolution des superficies des plantations villageoises ne repose sur aucune donnée statistique fiable. Toutefois, en guise de « proxy » on peut utiliser l'évolution des ventes des graines pré-germées dans les stations de production de l'IRAD (centre CEREPAH à La Dibamba) et la Pamol. On note trois grandes étapes de développement :

- 1980-1995 : en 1980 toutes les sociétés agro-industrielles étaient déjà mises en place même si toutes les parcelles n'étaient pas encore développées. Les superficies des plantations industrielles tournaient déjà autour de 60 000 hectares. Les superficies plantées sont évaluées à plus de 13 000 hectares suite au plan palmier du FONADER (Bakoumé et al., 2002). Ceci supposerait que la superficie en plantations villageoises pourrait s'élever à environ 40 000 hectares.
- 1995-2010 : l'évolution des superficies cultivées a été faite prioritairement par les plantations villageoises. Le CEREPAH au cours de la période 1995-2010 a produit officiellement 13 943 952 graines sèches. En supposant que ces graines sèches donnaient lieu à 50% de graines pré-germées et qu'il fallait 200 graines avec un taux de réussite de 75% pour planter un hectare, on peut supposer qu'environ 35 000 hectares de palmeraies ont été mises en place avec ces graines du CEREPAH. Or à cette période, la PAMOL a produit environ la même quantité de graines, donc les superficies mises en place peuvent être estimées à 70 000 hectares au total. Cette évaluation reste très approximative car elle ne tient pas compte des exportations des graines ou des plantations abandonnées.
- 2010 : A partir de 2010, on note l'arrivée de plusieurs agro-industries venant d'Asie du Sud-Est et des Etats-Unis. Les superficies devraient s'accroître très vite si des mesures idoines ne sont pas prises pour favoriser un développement durable de la culture du palmier à huile au Cameroun. Le CEREPAH a produit 6 739 219 graines sèches au cours des trois dernières années ce qui pourrait donner lieu à environ 20 000 hectares de nouvelles plantations.

Le premier maillon de la filière artisanale est constitué des planteurs de palmier à huile. Ils interviennent dans le processus de production et sont les principaux fournisseurs de la matière première (noix de palme) aux transformateurs artisanaux d'huile rouge. Ils sont classés en trois principaux types selon les superficies de leurs plantations ainsi que leur situation géographique et sont définis comme : les planteurs familiaux-type 1 (dont les superficies varient de 1 à 5 ha), les investisseurs ruraux-type 2 (dont les superficies sont situées entre 5 et 10 ha) et les investisseurs urbains-type 3 (possédant les plantations de plus 10 ha).

Il est important de souligner que la classification des planteurs selon les superficies et la situation géographique peut avoir des limites. C'est le cas par exemple d'un planteur vivant en ville (Yaoundé dans cet exemple) qui possède une palmeraie dont la superficie est située entre de 5 à 10 ha dans son

village (Edéa). D'après la classification précédente, il appartient à la catégorie des investisseurs ruraux (type 2), or, il vit dans la capitale, et de ce fait, il devrait également être considéré comme un investisseur urbain ou élite urbaine (type 3). En dépit de cette limite, la typologie sus-présentée reste celle adoptée dans la suite du rapport, car elle permet d'étudier la diversité des plantations rencontrées lors des enquêtes. Les autres critères comme les pratiques culturelles appliquées dans les palmeraies pendant les deux phases (juvénile et en production), la main d'œuvre employée, les relations avec les entreprises agro-industrielles, et les activités non-agricoles des planteurs sont ainsi utilisés pour décrire le fonctionnement des trois types de plantations villageoises rencontrées.

Les planteurs familiaux (type 1) possèdent des palmeraies dont les superficies varient de 1 à 4 ha avec une moyenne de 2 ha. Les systèmes de production sont extensifs, caractérisés par une main d'œuvre essentiellement familiale, hormis lors de la préparation des parcelles (abattage de la forêt et piquetage) qui nécessite l'emploi d'ouvriers journaliers. Dans ce type de plantation, la totalité de la récolte est transformée par le planteur en huile rouge commercialisable. La palmeraie est donc valorisée grâce à la vente de l'huile de palme, aucune vente directe de noix n'est observée pour ce type de plantations. La majorité des planteurs de ce type sont équipés d'une presse (le plus souvent manuelle) à cause de leur double activité (planteurs-transformateurs). La distribution du travail dans les plantations est fonction du sexe et de l'âge des membres de la famille. Les hommes s'occupent de la plantation des plants, de la récolte des régimes, de l'élagage des palmes, de la coupe des adventices et de la transformation artisanale des noix en huile rouge. Tandis que les femmes et les enfants sont chargés du ramassage des fruits détachés, du transport des régimes jusqu'au bord de la parcelle et éventuellement de leur transport de la plantation vers l'huilerie artisanale. Les femmes s'occupent également des cultures vivrières (macabo, arachide, maïs, manioc...) associées aux palmiers.

Les investisseurs ruraux (type 2) possèdent entre 5 et 10 ha de plantations de palmiers à huile. L'itinéraire technique est de type extensif comme dans le cas des plantations familiales avec une combinaison de main d'œuvre familiale et salariée. Cette catégorie concerne généralement les paysans investisseurs à travers leur épargne familiale ou salariale (cas des employés d'une agro-industrie ou de l'administration) pour créer une palmeraie. La main d'œuvre salariée intervient dans la préparation des terrains, la plantation, l'élagage, l'entretien (coupe des adventices) et la récolte des régimes tandis que la main d'œuvre familiale concerne le semis et la récolte des vivriers pour la consommation familiale lors de la phase d'installation de la palmeraie. Elle intervient également dans le ramassage des fruits tombés dans la plantation. Ici, les noix sont soit vendues aux artisans locaux ou à une usine, ou bien elles sont transformées en huile rouge selon la disponibilité de la main d'œuvre, la demande en huile et la saison de production (disponibilité des noix).

Les investisseurs urbains (type 3) possèdent des plantations dont les superficies varient de 14 à 200 ha avec une moyenne de 73 ha. L'organisation des activités (élagage, rabattage, récolte) est assurée par un gestionnaire, qui est le représentant du propriétaire dans le village. Il est chargé de recruter les ouvriers temporaires pour les différents travaux de la plantation (négociation en fonction des tâches). Ces exploitations sont entièrement monétarisées du fait du recours systématique à de la main d'œuvre salariée. Les récoltes sont directement vendues à l'usine la plus proche.

Le deuxième maillon de la filière est constitué des transformateurs d'huile rouge à partir des noix de palmes. Il existe trois types de transformateurs artisanaux : les producteurs-transformateurs, les transformateurs-usiniers et les intermédiaires. Les producteurs-transformateurs sont des petits planteurs (le plus souvent les planteurs de type 1) cherchant à maximiser leur profit en transformant toute ou une partie leur récolte (régimes de fruits frais) en huile rouge à l'aide d'une presse (le plus souvent manuelle). Les transformateurs-usiniers sont ceux qui achètent les noix chez les planteurs

locaux pour ensuite les transformer en huile rouge à l'aide d'une presse (le plus souvent à moteur). Les intermédiaires sont ceux qui achètent les noix auprès des planteurs locaux et les transforment en huile rouge chez les artisans locaux (producteurs-transformateurs ou usiniers) contre une charge de transformation qui s'élève à 1000 FCFA/fût de noix de palme; ils n'ont ni plantations, ni huileries artisanales; d'où le terme d'intermédiaire utilisé pour leur qualification.

Le troisième maillon concerne les acteurs de la commercialisation d'huile rouge qui sont : les grossistes et les détaillants. Les grossistes achètent généralement l'huile chez les transformateurs usiniers, les planteurs-transformateurs et s'occupent de sa distribution auprès des entreprises de fabrication de savon comme la CCC ou Complexe Chimique Camerounais et les détaillants des marchés urbains (Douala, Yaoundé, Bafoussam et la région du grand Nord). Certains grossistes vendent également l'huile dans le marché de la sous-région (le plus souvent celui de la Guinée Equatoriale et du Gabon). Ils achètent de l'huile dans des bidons de 20 litres à des prix qui varient de 10000 à 12000 FCFA le bidon en fonction des saisons. Les détaillants sont les acteurs qui vendent l'huile en petites quantités dans les bidons de 5 à 20 litres. Ils sont les derniers intermédiaires entre les grossistes et les consommateurs. On les rencontre aussi bien le long des axes routiers (dont l'axe lourd Douala-Yaoundé) que dans les marchés locaux. Le prix de vente varie de 400 à 500 FCFA le litre. La variation de prix est principalement due à la fluctuation saisonnière des rendements dans les palmeraies. En effet, le premier semestre correspond à la période d'abondance des noix où les prix sont relativement bas comparés au second semestre qui est celui de la période de pénurie.

Le quatrième maillon est celui des industries de transformations secondaires : les savonneries. Elles s'approvisionnent le plus souvent auprès des grossistes urbains et également des agro-industries. Les consommateurs sont les utilisateurs finaux des différents produits issus de la transformation des noix en huile de palme (huile rouge, huile raffinée, savons).

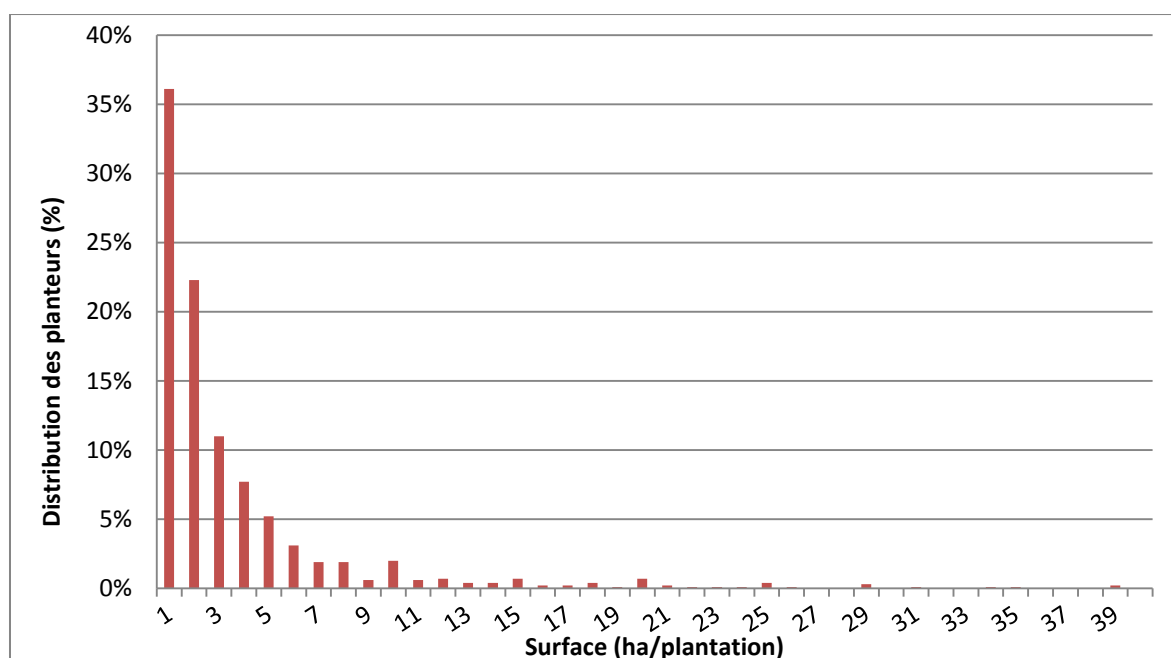
| Régions          | Départements    | Nombre de planteurs par département | Variables           |                     |           |                       |
|------------------|-----------------|-------------------------------------|---------------------|---------------------|-----------|-----------------------|
|                  |                 |                                     | Age moyen planteurs | Genre (Pourcentage) |           | Age moyen plantations |
|                  |                 |                                     |                     | Masculin            | Féminin   |                       |
| <b>Centre</b>    | Haute Sanaga    | 286                                 | 51                  | 87                  | 13        | 11                    |
|                  | Nyong et Kelle  | 2689                                | 47                  | 86                  | 14        | 10                    |
| <b>Est</b>       | Haut Nyong      | 23                                  | 54                  | 91                  | 9         | 11                    |
| <b>Littoral</b>  | Sanaga-Maritime | 2970                                | 48                  | 90                  | 10        | 13                    |
|                  | Nkam            | 290                                 | 50                  | 84                  | 13        | 10                    |
|                  | Moungo          | 283                                 | 50                  | 90                  | 10        | 15                    |
| <b>Sud</b>       | Dja-et-Lobo     | 261                                 | 48                  | 89                  | 11        | 9                     |
|                  | Mvilla          | 168                                 | 51                  | 86                  | 14        | 8                     |
|                  | Océan           | 553                                 | 52                  | 89                  | 11        | 8                     |
|                  | Vallée du Ntem  | 114                                 | 55                  | 91                  | 9         | 7                     |
| <b>Sud-Ouest</b> | Fako            | 1151                                | 50                  | 97                  | 3         | 11                    |
|                  | Meme            | 995                                 | 49                  | 93                  | 7         | 11                    |
| <b>Ouest</b>     | Hauts-Plateaux  | 63                                  | 47                  | 87                  | 13        | 12                    |
|                  | Ménoua          | 503                                 | 50                  | 88                  | 12        | 13                    |
| <b>Total</b>     |                 | <b>10 349</b>                       | <b>49</b>           | <b>90</b>           | <b>10</b> | <b>12</b>             |

**Tableau 7 : Caractérisation des planteurs villageois de palmier à huile. Source : lyabano et Feintrenie 2014, d'après Ngom et al. 2014**



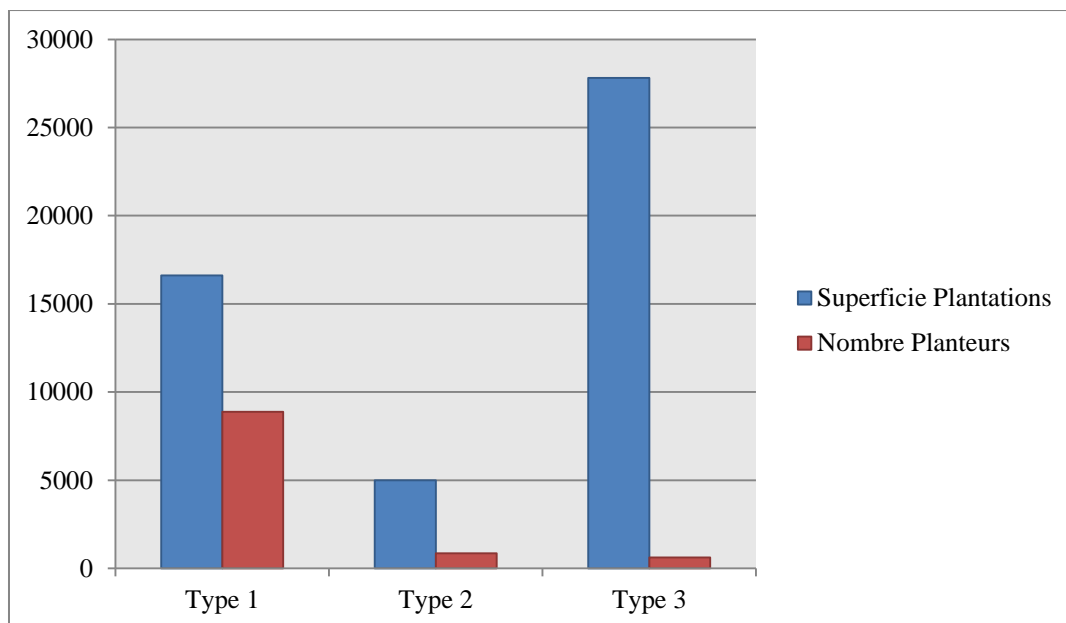
Les planteurs recensés, en majorité les hommes (90% dans tous les départements) ont une moyenne d'âge de 50,4 ans (tableau 7). Dans les zones rurales camerounaises en général, les hommes sont beaucoup plus impliqués dans la production des cultures de rentes annuelles ou pérennes, tandis que les femmes sont responsables des cultures vivrières.

Par ailleurs, Ndjogui et al., (2014) distinguent deux types de planteurs villageois (petits planteurs) de palmier à huile au Cameroun depuis le début des années 1990, à savoir les petits planteurs encadrés par les agro-industries auxquelles ils livrent au moins une partie de leurs régimes et les petits planteurs indépendants dont 100% de la production est traité artisanalement par le petit planteur, ou par un tiers auquel il vend ses régimes et ses fruits détachés. Les petits planteurs encadrés ont leurs exploitations situées dans les bassins d'approvisionnement des unités agro-industrielles avec lesquelles ils ont établi une relation commerciale. Certains ont commencé à planter leurs premières parcelles de palmiers en bénéficiant du crédit de plantation octroyé entre 1978 et 1991 par le FONADER. Ceux qui étaient en dehors de la zone ou de la période d'intervention du projet ont commencé à planter sans soutien financier (Ndjogui et al., (2014)). Par ailleurs, on constate d'après le recensement que la majorité des planteurs villageois (soit 77%) ont des palmeraies de moins de 5 ha (figure 7).



**Figure 7 : Distribution planteurs/surfaces déclarées** Source : Iyabano et Feintrenie 2014, d'après Ngom et al. 2014

La distribution des planteurs en fonction des superficies selon la typologie présentée dans la partie 3.1 montre que les investisseurs urbains ou élites urbaines (type 3) bien que moins nombreux possèdent près de la moitié des plantations villageoises de palmiers à huile. Au total 13 % des planteurs recensés possèdent 2/3 de la surface en palmeraies (figure 8).

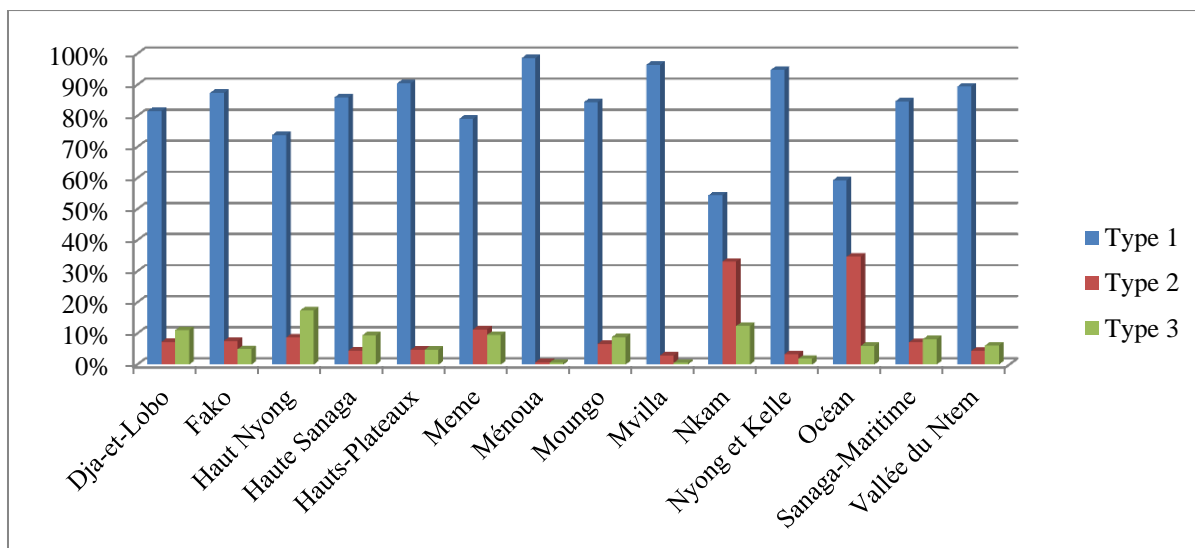


**Figure 8 : Relation entre superficie totale plantations (ha) et nombre total de planteurs. Source : lyabano et Feintrenie 2014, d'après Ngom et al. 2014**

Le tableau 8 présente la répartition des différents types de planteurs par département. La fréquence des différents types de planteurs par département est également présentée sur la figure 9.

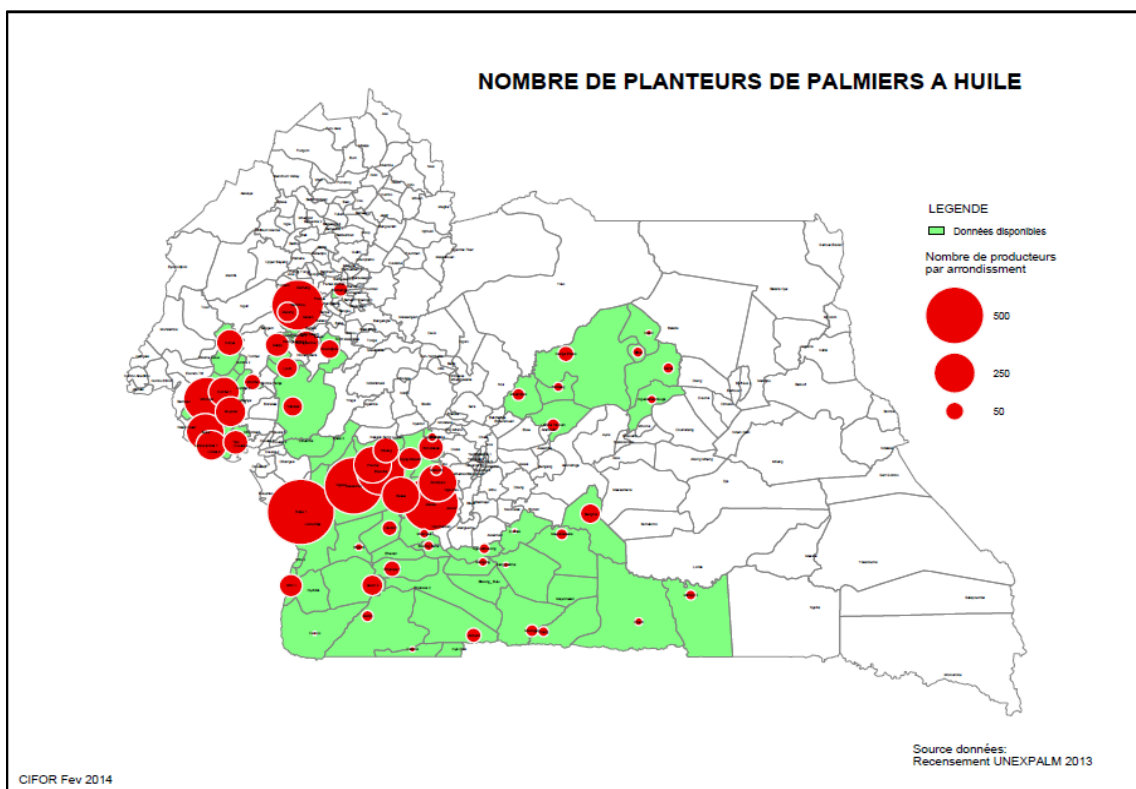
| Départements    | Type 1       | Type 2     | Type 3     | Total par département |
|-----------------|--------------|------------|------------|-----------------------|
| Dja-et-Lobo     | 213          | 19         | 29         | 261                   |
| Fako            | 1006         | 88         | 57         | 1151                  |
| Haut Nyong      | 17           | 2          | 4          | 23                    |
| Haute Sanaga    | 246          | 13         | 27         | 286                   |
| Hauts-Plateaux  | 57           | 3          | 3          | 63                    |
| Meme            | 787          | 113        | 95         | 995                   |
| Ménoua          | 496          | 4          | 3          | 503                   |
| Moungo          | 239          | 19         | 25         | 283                   |
| Mvilla          | 162          | 5          | 1          | 168                   |
| Nkam            | 158          | 96         | 36         | 290                   |
| Nyong et Kelle  | 2549         | 90         | 50         | 2689                  |
| Océan           | 328          | 192        | 33         | 553                   |
| Sanaga-Maritime | 2514         | 213        | 243        | 2970                  |
| Vallée du Ntem  | 102          | 5          | 7          | 114                   |
| <b>TOTAL</b>    | <b>8 874</b> | <b>862</b> | <b>613</b> | <b>10 349</b>         |

**Tableau 8 : Répartition des différents types de planteurs par département. Source : lyabano et Feintrenie 2014, d'après Ngom et al. 2014**



**Figure 9 : Fréquence des types de planteurs par département. Source : Iyabano et Feintrenie 2014, d'après Ngom et al. 2014**

Le département de la Sanaga-Maritime enregistre le plus grand nombre de planteurs (tous types confondus) suivis du département de Nyong et Kelle et Fako. La répartition des planteurs par arrondissement est présentée sur la figure 10.

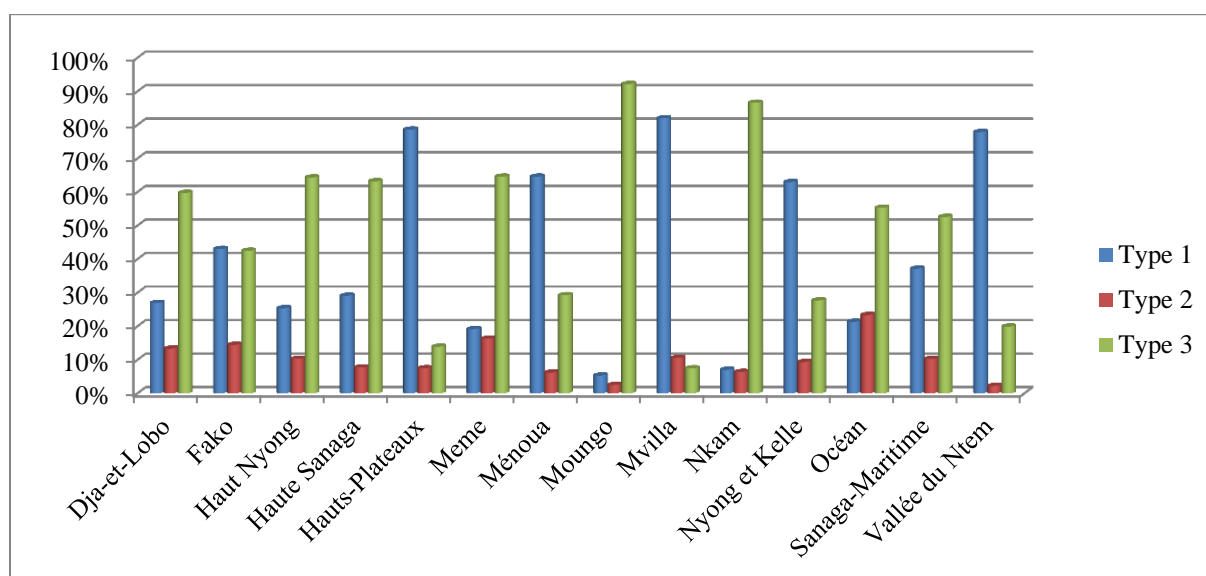


**Figure 10 : Nombre de planteurs de palmiers à huile dans les arrondissements couverts par l'étude. Source : Ngom et al. 2014**

La répartition des différentes superficies en palmeraies par type et par département est présentée aussi bien dans le tableau 9 que sur la figure 11.

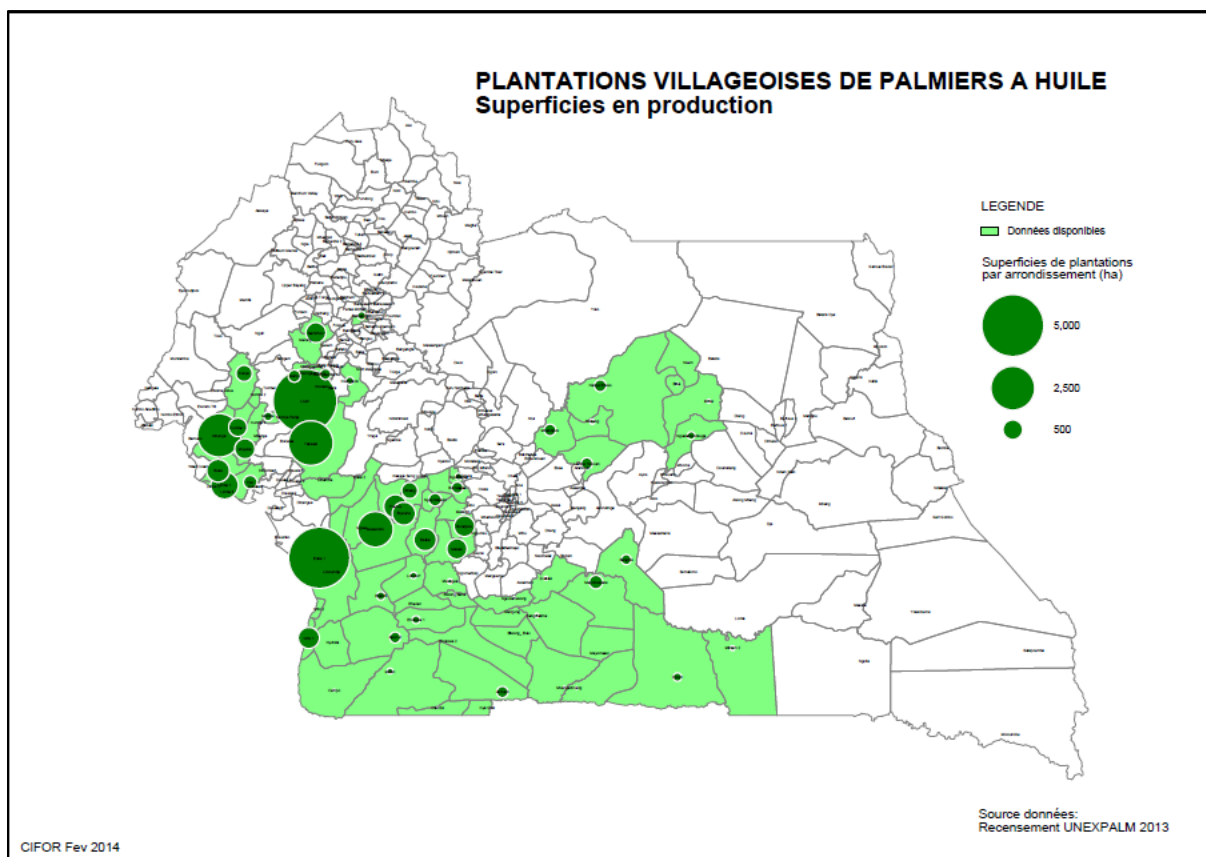
| Départements    | Type 1        | Type 2       | Type 3        | Total par département |
|-----------------|---------------|--------------|---------------|-----------------------|
| Dja-et-Lobo     | 302           | 150          | 671           | 1123                  |
| Fako            | 1960          | 660          | 1936          | 4556                  |
| Haut Nyong      | 39            | 16           | 100           | 155                   |
| Haute Sanaga    | 373           | 99           | 811           | 1283                  |
| Hauts-Plateaux  | 147           | 14           | 26            | 187                   |
| Meme            | 1042          | 886          | 3516          | 5445                  |
| Ménoua          | 318           | 30           | 144           | 492                   |
| Moungo          | 306           | 144          | 5326          | 5777                  |
| Mvilla          | 372           | 48           | 34            | 454                   |
| Nkam            | 313           | 283          | 3846          | 4442                  |
| Nyong et Kelle  | 4023          | 598          | 1770          | 6391                  |
| Océan           | 365           | 400          | 946           | 1711                  |
| Sanaga-Maritime | 5936          | 1641         | 8401          | 15978                 |
| Vallée du Ntem  | 1119          | 32           | 286           | 1437                  |
| <b>TOTAL</b>    | <b>16 618</b> | <b>5 002</b> | <b>27 813</b> | <b>49 435</b>         |

**Tableau 9 : Superficies en plantations villageoises par type et par département. Source : Iyabano et Feintrenie 2014, d'après Ngom et al. 2014**



**Figure 11 : Répartition des plantations villageoises selon le type de planteur dans les départements couverts par l'étude. Source : Iyabano et Feintrenie 2014, d'après Ngom et al. 2014**

La figure 12 présente les superficies en productions des plantations villageoises dans les arrondissements couverts par l'étude.



**Figure 12 : Superficies en productions des plantations villageoises de palmier à huile dans les arrondissements couverts par l'étude. Source : Ngom et al. 2014**

La production totale en régimes de fruits frais des planteurs recensés a été estimée à 85343 tonnes, 33637 tonnes et 228068 tonnes respectivement pour les planteurs de type 1, 2 et 3 (tableau 10). La production d'huile rouge est estimée à 11948 tonnes pour les petits planteurs familiaux (type 1).

La transformation artisanale d'huile rouge par les planteurs villageois est une activité qui varie d'une région à une autre. Dans la Sanaga-Maritime (région littorale) par exemple, les planteurs les plus concernés sont ceux de type 1 (planteurs familiaux), les autres investisseurs (types 2 et 3) vendent leurs régimes soit aux artisans locaux ou à l'agro-industrie locale (la SPFS). Par contre dans la région du Sud, la transformation artisanale concerne aussi bien les petits planteurs familiaux que les investisseurs ruraux et urbains.

Ndjogui et al., (2014) observent deux cas d'activités en fonction de la proximité des plantations du bassin d'approvisionnement des agro-industries:

- dans les bassins d'approvisionnement, une part des régimes est traité industriellement et l'autre artisanalement, avec des fluctuations saisonnières. Pendant la période de pic de production, les plantations villageoises situées à proximité des agro-industries préfèrent livrer leurs régimes en totalité ou en partie aux agro-industries, principalement à cause de l'indisponibilité de la main d'œuvre, de la capacité de transformation insuffisante des moulins artisanaux et des bas prix de vente de l'huile de palme pendant cette période. Toutefois, certains petits planteurs (familiaux surtout) implantés dans les bassins d'approvisionnement des huileries effectuent également le choix stratégique de transformer eux-mêmes l'intégralité ou une partie de leurs régimes;

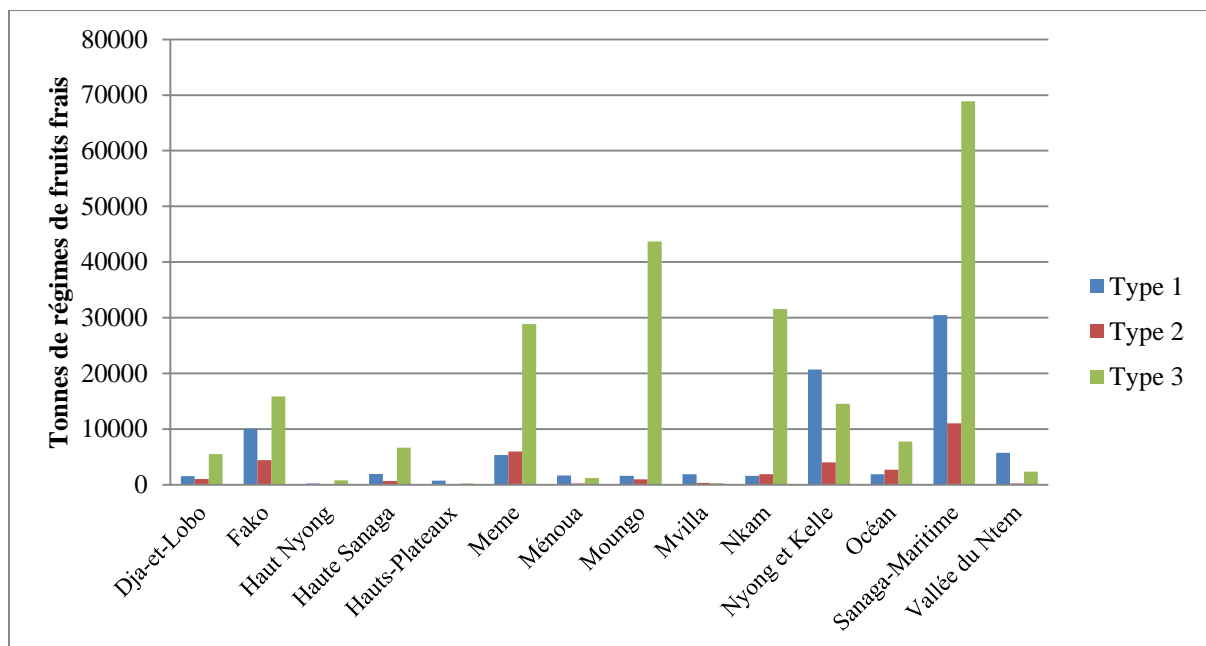
- hors des bassins d'approvisionnement, tous les régimes sont traités artisanalement. Dans ce cas, l'acquisition d'une presse ou bien la possibilité d'en utiliser une près de la palmeraie est indispensable. L'avènement des presses artisanales est la clé du développement élœicole en dehors des bassins d'approvisionnement des huileries. Ceci donne lieu à une profusion de presses artisanales dans et en dehors des principaux bassins de production d'huile de palme du pays notamment dans le sud-ouest, le Moungo, la Sanaga-Maritime et le Nyong-et-Kellé.

Compte tenu de la variation des stratégies selon la proximité ou l'éloignement des bassins d'approvisionnement des huileries, seul les productions en huile rouge des petits planteurs familiaux (type 1) sont considérés dans le présent rapport.

Les hypothèses retenues pour les calculs économiques pour chaque type: rendement en FFB/ha de 5,1 ; 6,7 et 8,2 t FFB/ha en moyenne sur le cycle respectivement pour les types 1, 2, et 3 ; taux d'extraction des huileries artisanales à 14% ; le prix du régime de fruits frais est fixé à 48000 FCFA/tonne pendant la période d'abondance et 50000 FCFA/tonne lors de la période de faible production (voir lyabano et Feintrenie 2014 pour plus de détails).

| Départements                        | Type 1                        |                    | Type 2                        | Type 3                        |
|-------------------------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|-------------------------------|
|                                     | Régime de fruits frais (t/an) | Huile rouge (t/an) | Régime de fruits frais (t/an) | Régime de fruits frais (t/an) |
| Dja-et-Lobo                         | 1 552                         | 217                | 1 009                         | 5 502                         |
| Fako                                | 10 065                        | 1 409              | 4 438                         | 15 875                        |
| Haut Nyong                          | 203                           | 28                 | 108                           | 820                           |
| Haute Sanaga                        | 1 918                         | 269                | 666                           | 6 652                         |
| Hauts-Plateaux                      | 755                           | 106                | 94                            | 213                           |
| Meme                                | 5 353                         | 749                | 5 963                         | 28 831                        |
| Ménoua                              | 1 633                         | 229                | 205                           | 1 181                         |
| Moungo                              | 1 576                         | 221                | 972                           | 43 673                        |
| Mvilla                              | 1 913                         | 268                | 323                           | 279                           |
| Nkam                                | 1 607                         | 225                | 1 903                         | 31 537                        |
| Nyong et Kelle                      | 20 662                        | 2 893              | 4 021                         | 14 514                        |
| Océan                               | 1 875                         | 262                | 2 689                         | 7 757                         |
| Sanaga-Maritime                     | 30 485                        | 4 268              | 11 033                        | 68 888                        |
| Vallée du Ntem                      | 5 746                         | 804                | 215                           | 2 345                         |
| <b>Total</b>                        | <b>85 343</b>                 | <b>11 948</b>      | <b>33 637</b>                 | <b>228 068</b>                |
| <b>Production totale de régimes</b> |                               |                    |                               | <b>347 048</b>                |

Tableau 10 : Estimation de la production globale des régimes de palmes et de la production potentielle d'huile rouge par département. Source : lyabano et Feintrenie 2014, d'après Ngom et al. 2014



**Figure 13 : Production globale de régimes de fruits frais dans les départements couverts par le recensement. Source : Iyabano et Feintrenie 2014, d'après Ngom et al. 2014**

Le tableau 11 présente le résultat économique global de la filière villageoise d'huile de palme dans les quatorze départements couverts par le recensement.

| Marges nettes par département (en FCFA) | Type 1                 |                      | Type 2                 | Type 3                 |
|---|------------------------|----------------------|------------------------|------------------------|
|   | Régime de fruits frais | Huile rouge          | Régime de fruits frais | Régime de fruits frais |
| Dja-et-Lobo                             | 59 140 842             | 30 812 250           | 26 712 300             | 144 083 159            |
| Fako                                    | 383 573 960            | 402 613 400          | 129 162 660            | 415 715 344            |
| Haut Nyong                              | 7 720 404              | 8 103 621            | 2 849 312              | 21 472 900             |
| Haute Sanaga                            | 73 094 323             | 76 722 502           | 17 630 118             | 174 188 165            |
| Hauts-Plateaux                          | 28 768 047             | 30 196 005           | 2 493 148              | 5 582 954              |
| Meme                                    | 203 998 722            | 214 124 596          | 157 940 926            | 754 987 164            |
| Ménoua                                  | 62 232 918             | 65 321 970           | 5 431 501              | 30 920 976             |
| Moungo                                  | 60 041 066             | 63 021 322           | 25 732 849             | 1 143 646 654          |
| Mvilla                                  | 72 918 192             | 76 537 629           | 8 547 936              | 7 300 786              |
| Nkam                                    | 61254413               | 64 294 895           | 50 397 206             | 825 847 734            |
| Nyong et Kelle                          | 787402974              | 826 487 253          | 106 493 036            | 380 070 330            |
| Océan                                   | 71 450 435             | 74 997 016           | 71 232 800             | 203 133 634            |
| Sanaga-Maritime                         | 1 161 759 416          | 1 219 425 606        | 292 232 562            | 1 803 938 329          |
| Vallée du Ntem                          | 218 989 419            | 229 859 385          | 5 698 624              | 61 412 494             |
| <b>Total</b>                            | <b>3 252 345 134</b>   | <b>3 413 781 614</b> | <b>890 926 438</b>     | <b>5 972 300 623</b>   |

**Tableau 11 : Résultat économique global de la filière villageoise d'huile de palme par département. Source : Iyabano et Feintrenie 2014, d'après Ngom et al. 2014**

La première spécificité de la culture du palmier à huile au Cameroun, tient au fait qu'il s'agit à la fois d'une plante exploitée traditionnellement et d'une culture d'introduction récente avec les plantations

industrielles et villageoises de palmiers sélectionnés depuis les « plans palmiers ». La seconde spécificité provient du fait que les petits planteurs qui se trouvent dans les bassins d'approvisionnement des huileries disposent de plusieurs opportunités de débouchés pour leurs régimes. Ils peuvent en effet livrer leurs régimes à l'huilerie, les vendre à des artisans transformateurs locaux, ou les traiter eux-mêmes avec leur presse artisanale ou bien celle d'un voisin moyennant l'octroi de 10 à 20% de l'huile produite. Enfin, la troisième spécificité de cette culture pérenne est la répartition tout au long de l'année de sa production, comme pour celle de l'hévéa. C'est pourquoi ces productions pérennes restent particulièrement prisées par les petits planteurs (Chambon et Rafflegeau, 2005), et sont donc un vecteur important du développement rural dans le sud du Cameroun. Leurs revenus répartis sur l'année permettent aux planteurs d'élever leur statut social en transformant leurs conditions de vie (Fevre, 2002 cité par Rafflegeau, 2008). Produire de l'huile de palme, même en petite quantité, permet à la population rurale d'assurer un revenu pour leur famille ; la majorité des familles en zone élœicoles possèdent 1 à 5 ha. Ces familles tirent leur revenu de la vente de l'huile de palme rouge. De plus, le palmier à huile produit des régimes toute l'année, le revenu qu'il procure est donc mensuel.

Un autre avantage lié à la production artisanale d'huile et que cette denrée peut se conserver plusieurs mois (en moyenne 10 mois) après l'extraction sans toutefois perdre ses qualités initiales. Le fait de stocker l'huile pendant la période de forte production, et donc de faible rémunération et la vendre en période de pénurie (second semestre) lorsque les prix remontent avec la baisse de production pourrait permettre aux planteurs d'utiliser la réserve d'huile comme un « compte en banque » (Iyabano, 2013).

Le rendement d'extraction des unités industrielles se situe entre 18 et 23% du poids du régime alors qu'il est de 15% maximum pour les unités artisanales. Il en résulte une perte économique importante. La faiblesse de rendement des plantations villageoises est due à de multiples facteurs qui diffèrent selon la localisation de la plantation (bassin d'approvisionnement, zones agro-écologiques adaptées) et la manière dont elle est gérée (encadrement par une agro-industrie, gestion artisanale, etc.).

Un autre aspect négatif est l'impact environnemental des unités artisanales dont le procédé est polluant et où les rejets ne sont pas traités. Par ailleurs, le vol des régimes par les populations situées à proximité des plantations industrielles est également considéré comme un aspect négatif de la production artisanale d'huile de palme au Cameroun. En n'écartant pas l'aspect moral du vol, il faut s'attarder sur les conséquences négatives. Le préjudice est aussi important pour l'industriel que pour l'économie du pays qui est déficitaire (et importateur d'huile). En effet, ces régimes volés vont fournir deux fois moins d'huile et donc augmenter le besoin d'importation.

Selon Plédran (2012), les plantations villageoises conduisent également à une « individualisation du foncier et des responsabilités contractuelles (dettes) qui déstabilisent les institutions lignagères traditionnelles ; elles marginalisent encore davantage les catégories sociales les plus démunies (comme les jeunes et les femmes) ; enfin, elles creusent les inégalités et permettent notamment aux élites de se démarquer encore plus du reste de la communauté ». Les élites accèdent à la terre dans leur village comme tous les autres villageois mais ont les moyens d'acheter de plus grandes surfaces. Comme en plus elles ont les moyens, elles achètent de la terre à leurs voisins dans le besoin et ce mécanisme conduit à un phénomène de rareté des terres et par conséquent de hausse des prix de la terre (Ndjogui et Levang, 2013).

Dans le contexte du Sud Cameroun par exemple, la position sociale des élites, crée souvent un rapport de force inégalitaire entre ces acteurs et les paysans locaux (Sevestre, 2013). Le pouvoir d'intimidation dont les élites disposent et leur assimilation potentielle à un défenseur de leurs intérêts à l'extérieur élargissent le cadre de la négociation, qui dès lors ne prend plus uniquement en compte la seule



question foncière. Les capacités financières des élites sont également nettement supérieures au paysan « moyen », lui permettant non seulement toutes les dérives corruptives imaginables, mais surtout, lui conférant là encore un avantage dans la négociation (Sevestre, 2013). De plus, le niveau d'instruction de ces élites est généralement nettement supérieur à celui de la majorité des villageois. Elles peuvent plus facilement manipuler ces derniers lors des négociations, que ce soit à l'oral ou à l'écrit (connaissance des contrats, des rouages administratifs...).

#### 4.3. LES ENTREPRISES DE TRANSFORMATION

Au Cameroun, les agro-industries ne produisent que de l'huile de palme brute, à l'exception de la SPFS qui transforme intégralement son huile brute en huile raffinée et en biocarburant. La PAMOL a opté depuis quelques années pour la transformation d'une partie de sa production en savon, les infrastructures routières actuelles ne permettant pas l'évacuation de sa production en saison des pluies.

Plusieurs industries de deuxième transformation ont été créées récemment, sans tenir compte de la capacité de production en huile de palme brute sur le territoire national. Cette situation a engendré une relative pénurie en huile de palme brute obligeant ainsi à recourir à l'importation. La création de nombreuses industries de deuxième transformation peut s'expliquer par le fait que le retour sur investissement se fait sur un délai assez court, le marché de l'huile de palme raffinée et du savon reste insaturé et des possibilités d'exportation dans les pays voisins sont offertes.

Le tableau 12 présente les différentes structures de deuxième transformation opérant dans le pays à la date de notre enquête.

Il convient de souligner que les capacités installées représentent les quantités d'huile de palme brute que chacune des usines peut utiliser comme matière première pour la fabrication soit de savon soit d'huile raffinée.

Au total seize industries de deuxième transformation sont en fonctionnement au moment de notre enquête. Parmi elles, six font dans la raffinerie avec une capacité totale installée de 21 000 tonnes d'huile de palme brute par mois. Toutes les industries installées font dans la savonnerie pour une capacité installée de 33 000 tonnes d'huile de palme brute par mois.

Si toutes les industries de deuxième transformation devaient disposer de la matière première en permanence durant toute l'année, on aurait donc besoin de 648 000 tonnes d'huile de palme brute par an.

| <b>ENTREPRISE</b> | <b>LOCALISATION</b> | <b>CAPACITE<br/>TOTALE (T)</b> | <b>RAFFINERIE<br/>(T)</b> | <b>SAVON<br/>(T)</b> |
|-------------------|---------------------|--------------------------------|---------------------------|----------------------|
| SCR MAYA          | DOUALA              | 15 264                         | 9 994                     | 5 270                |
| AZUR              | DOUALA              | 8 120                          | 3 510                     | 4 610                |
| CCO               | BAFOUSSAM           | 3 206                          | 1 690                     | 1 516                |
| SCS               | BAFOUSSAM           | 7 264                          | 2 735                     | 4 529                |
| CCC               | DOUALA              | 6 552                          | 0                         | 6552                 |
| NOSA              | YAOUNDE             | 1 197                          | 0                         | 1 197                |
| SANET             | DOUALA              | 7 49                           | 0                         | 749                  |
| SMS               | DOUALA              | 1 089                          | 0                         | 1 089                |
| SOC               | BAFOUSSAM           | 1 089                          | 0                         | 1 089                |
| SOPROICAM         | DOUALA              | 1 664                          | 1 664                     | 0                    |
| SAAGRY            | DOUALA              | 2 256                          | 1 632                     | 624                  |
| SAS               | DOUALA              | 1 248                          | 0                         | 1 248                |
| HACC              | DOUALA              | 2 496                          | 0                         | 2 496                |
| SHC               | DOUALA              | 800                            | 0                         | 800                  |
| SICT              | DOUALA              | En arrêt                       | En arrêt                  | En arrêt             |
| SMC               | DOUALA              | 1 248                          | 0                         | 1 248                |
| <b>TOTAL</b>      |                     | <b>54 242</b>                  | <b>20 865</b>             | <b>33 017</b>        |

**Tableau 12 : Tableau des capacités installées des industries de 2e transformation. Source : Ngom 2014.**

#### 4.4. BILAN CHIFFRÉ

Plantations :

|  | Nombre        | Superficie<br>(ha) | Rendement<br>(t FFB<br>annuel/ha) | Production<br>en régimes<br>(t FFB/an) | Age moyen<br>des<br>plantations |
|--|---------------|--------------------|-----------------------------------|--|---------------------------------|
| Agro-industries                          | 6             | 63 011             | 11                                | 662 995                                |                                 |
| <i>Planteur Type 1<br/>Familial</i>      | <i>8 874</i>  | <i>16 618</i>      | <i>5,1</i>                        | <i>85 348</i>                          |                                 |
| <i>Planteur Type 2<br/>Élite rurale</i>  | <i>862</i>    | <i>5 002</i>       | <i>6,7</i>                        | <i>33 637</i>                          |                                 |
| <i>Planteur Type 3<br/>Élite urbaine</i> | <i>613</i>    | <i>27 813</i>      | <i>8,2</i>                        | <i>228 068</i>                         |                                 |
| Bilan Planteurs                          | 10 349        | 49 435             | 7,0                               | 347 053                                | 12                              |
| <b>Total</b>                             | <b>10 355</b> | <b>112 446</b>     | <b>9,0</b>                        | <b>1 010 048</b>                       |                                 |

Tableau 13 : Synthèse des informations par catégorie de planteur. D'après : lyabano et Feintrenie 2014 ; Ngom 2014.

Extraction d'huile de palme :

|                     | Capacité d'usinage de<br>régimes (t régimes/an) | Production d'huile de palme<br>brute (t/an) |
|---------------------|---|---|
| Agro-industries     | 830 000   | 138 241                                     |
| Planteurs familiaux |   | 11 948                                      |
| Micro-usines        |   |   |
| <b>Total</b>        |   | <b>150 189</b>                              |

Tableau 14 : Synthèse des capacités d'extraction et production d'huile de palme. D'après : lyabano et Feintrenie 2014 ; Ngom 2014.

Transformation et raffinerie :

|                             | Capacité annuelle<br>(t d'huile brute<br>transformée/an) | Production en<br>huile raffinée<br>(t/an) | Production de<br>savons (t/an) |
|-----------------------------|--|---|--------------------------------|
| <b>Total 16 entreprises</b> | <b>54 242</b>  | <b>20 865</b>                             | <b>33 017</b>                  |

Tableau 15 : Synthèse des capacités de raffinage et transformation d'huile de palme. D'après : Ngom 2014.

## 5. PERSPECTIVES : OPPORTUNITÉS ET CONTRAINTES

La place du Cameroun dans l'offre mondiale en huile de palme ne fait que régresser. Placé 11e en 2008 avec 160 000 t/an d'huile de palme (FAO, 2008), le pays occupe la 13e place en 2012 avec une production de 230 000 t/an (Hoyle et Levang, 2012 ; Oil World 2013).

Pourtant, le Cameroun bénéficie de nombreux atouts qui pourraient lui permettre d'être autosuffisant en huile de palme et de gagner des parts de marché mondial et surtout régional.

## 5.1. OPPORTUNITÉS

La consommation des ménages est aujourd'hui estimée à environ 50 000 tonnes d'huile par an. En y associant la demande des industries de deuxième transformation, on aurait une demande annuelle en huile de palme brute évaluée à 700 000 tonnes.

Pour accroître sa production en huile de palme, le pays peut augmenter la productivité des surfaces déjà plantées et la superficie du verger national en implantant dans de bonnes conditions des palmeraies sélectionnées, tout en contribuant au développement socioéconomique des masses paysannes et en minimisant la dégradation de l'environnement. Au cours de cette dernière décennie, le Gouvernement a pris des mesures de relance de la filière palmier à huile notamment avec la mise en place d'un Programme de Développement des Palmeraies Villageoises (PDPV). Il existe parallèlement à ce projet qui aide les plus démunis à implanter leur premier hectare de palmeraie sélectionnée, des initiatives privées de ruraux ainsi que d'urbains qui implantent eux-mêmes et sans l'aide d'un projet, des palmeraies villageoises.

Les objectifs du PDPV sont :

- La structuration et l'organisation de la palmeraie villageoise dans les bassins de production ;
- L'extension et l'amélioration de la gestion de la palmeraie villageoise ;
- La mise en place des unités modernes et performantes de transformation des régimes et l'optimisation de leur approvisionnement par la création et l'entretien des pistes de collecte.

La réduction des moyens alloués au programme ne permet pour l'instant que de travailler dans les deux premières composantes à savoir la structuration de la palmeraie et l'extension et l'amélioration de la gestion des palmeraies.

## 5.2. CONTRAINTES DU MARCHÉ CAMEROUNAIS

Le prix de l'huile de palme au Cameroun est fixé par l'Etat. L'huile de palme brute est considérée comme un produit de première nécessité dont le prix est fixé par l'Etat en fonction d'une certaine analyse économique et sociale. L'huile de palme est passée en 2008 à 450 FCFA par kilogramme hors taxes. Le prix pratiqué était jusqu'alors de 380 FCFA hors taxes. Ce prix fixé par l'Etat est un prix plafond et les négociations doivent se faire en dessous de ce prix.

| <b>SOCAPALM</b>                          | <b>2009</b> | <b>2010</b> | <b>2011</b> | <b>2012</b> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Prix de vente moyen de l'huile (FCFA/kg) | 423         | 447         | 440         | 449         |

**Tableau 16 : Évolution du prix moyen de vente de l'huile de palme brute au cours des dernières années. Source : Ngom 2014.**

Les chiffres du tableau 16 sur le prix de vente de l'huile de palme brute par Socapalm indiquent que le prix de 450 FCFA par kilogramme imposé par l'Etat est un prix plafond.

Les importations d'huile de palme brute ont été relativement faibles au cours des dernières années. Elles sont devenues plus importantes depuis l'année 2012 à cause de l'entrée dans la filière de

nouveaux acteurs en aval, c'est-à-dire de deuxième transformation et de l'augmentation des capacités installées des acteurs qui existaient déjà. Ceci a contribué à une forte augmentation de la demande en huile de palme brute.

En 2012, une autorisation d'importation de 50 000 tonnes d'huile de palme brute et de ses dérivés a été octroyée aux industries de deuxième transformation qui ont effectivement importé cette quantité. Les prix de l'huile de palme sont donc restés les mêmes ou ont peu varié sur le marché. En 2013, une autorisation d'importation de 106 000 tonnes a été octroyée et ces quantités sont en cours d'importation. Certains dérivés de l'huile de palme comme l'oléine, la stéarine, l'huile de palmiste sont aussi importés en exonération de droits de douane.

En réalité, l'importation de l'huile de palme brute est libre à condition de payer 30% de droits de douane. Seulement, au regard des cours mondiaux de l'huile de palme brute, il n'est pas possible d'importer de l'huile brute et payer 30% de droit de douane pour revendre au prix fixé de 450 FCFA hors TVA. C'est pour cette raison que les industries de deuxième transformation sollicitent un accord d'importation afin d'obtenir des exonérations de droits de douane. L'absence d'importation se traduirait par une forte pénurie sur le marché local, ce qui donnerait lieu à des hausses de prix provoquant instabilité et troubles sociaux. Le gouvernement a donc préféré autoriser l'importation de l'huile de palme brute et de ses dérivés en exonération douanière. Cette autorisation d'importation est une pomme de discorde récurrente entre le MINEFI et le MINCOMMERCE.

L'huile de palme importée est transformée en huile de palme raffinée ou en savon et ces produits sont vendus avec incorporation de la TVA pour l'Etat qui est fixée à 19,6%. Donc les pertes apparentes pour l'Etat en termes de taxes douanières ne sont pas en réalité de 30% comme tentent de le soutenir les douaniers. Une étude plus fine peut se pencher sur ces importations et voir ce qui est réellement perdu sans oublier le gain en termes de préservation des emplois dans le secteur de la deuxième transformation.

| <b>Années</b>            | <b>2008</b> | <b>2009</b> | <b>2010</b> | <b>2011</b> | <b>2012</b> |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Quantités (en Kg)</b> | 61 149      | 37 417      | 60 886      | 593 874     | 622 895     |

**Tableau 17 : Quantité d'huile de palme brute exportée au cours des cinq dernières années**  
**Sources : Ngom 2014, d'après : Division informatique de la douane.**

Les chiffres du tableau 17 montrent que de l'huile de palme a été exportée du Cameroun au cours des cinq dernières années. Cependant, les quantités sont trop négligeables pour influencer de manière significative le marché national. Il existe aussi un phénomène de contrebande qui laisse partir des quantités importantes d'huile de palme vers les pays voisins. Il est difficile de donner des chiffres exacts de cette contrebande.

La principale régulation de l'import-export des huiles est la prise en compte d'un prix de référence de l'huile de palme raffinée. Ce prix a été fixé à 1400 FCFA par l'administration des douanes (Ministère des Finances). Il s'agissait pour l'administration d'éviter d'avoir des références des huiles pour chaque importateur. En réalité les importateurs déclaraient des prix plus bas que ceux des coûts de production

afin d'avoir des taxes de douanes réduites et par conséquent remettre les huiles sur le marché avec des marges bénéficiaires plus importantes.

Il n'existe pas de quotas pour l'importation des huiles végétales ni pour l'exportation des huiles raffinées produites au Cameroun. Il n'existe pas de texte interdisant l'exportation de l'huile de palme brute. Le prix très attractif et la volonté de ne pas créer des pénuries sur le marché interne freinent cependant les velléités d'exportation. Le déficit de la balance commerciale creusé par les importations d'huile que l'on pourrait produire au Cameroun pose un problème majeur.

### 5.3. ACCÈS AUX TERRES

#### 5.3.1. ACCÈS À LA TERRE POUR LES ENTREPRISES

L'ordonnance N° 74-1 du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier stipule en son article 1er que l'Etat garantit à toutes les personnes physiques ou morales possédant des terrains en propriété, le droit d'en jouir et d'en disposer librement.

L'Etat est le gardien des terres. Il peut à ce titre, intervenir en vue d'assurer un usage rationnel ou pour tenir compte des impératifs de la défense ou des options. Une synthèse de la loi foncière se résumerait comme suit.

Au Cameroun, il existe trois catégories de terres :

1. Les terres du domaine public étant « hors commerce » ; elles ne peuvent faire l'objet de transaction sauf si elles sont désaffectées.
2. Les terres détenues en propriété privée par les personnes physiques ou morales privées ou les personnes publiques (domaine privé de l'Etat et des autres personnes morales publiques) : elles sont assorties d'un titre foncier qui est le seul titre de propriété reconnu au Cameroun et elles peuvent faire l'objet de transactions : libres pour les terres appartenant aux personnes privées ; soumises aux prescriptions du régime domanial pour les terres relevant du domaine privé des personnes publiques.
3. Les terres relevant du domaine national qui sont toutes les terres qui n'appartiennent à aucune des deux catégories précitées : elles ne peuvent être acquises qu'après leur mise en valeur. Le domaine national lui-même est classé en deux sous-groupes de terres : celles ayant déjà fait l'objet d'occupation ou d'exploitation et ayant déjà ou non, selon les diligences de leurs occupants donné lieu à l'établissement d'un titre foncier ; celles n'ayant pas fait l'objet d'occupation ou d'exploitation. L'occupation ou l'exploitation (mise en valeur) en conformité avec les prescriptions de la législation domaniale donnera droit aux occupants ou exploitants à demander la délivrance d'un titre foncier.

Chaque catégorie est soumise à un régime juridique différent. Le régime de l'acquisition des droits fonciers et sur les terres inexploitées du domaine national indique qu'il ne peut y avoir acquisition des droits fonciers sans mise en valeur des terres conformément aux prescriptions de la législation domaniale en vigueur.

Une concession provisoire dont la durée maximum est de cinq ans (sauf demande de prorogation motivée) peut être accordée à toute personne physique ou morale de nationalité camerounaise ou étrangère souhaitant réaliser un projet entrant dans le cadre des options économiques, sociales ou culturelles du pays. Lorsque la superficie est inférieure à 50 hectares, la concession est accordée par arrêté ministériel et au-dessus de cette superficie par décret présidentiel.

Le requérant doit déposer au service des domaines une demande en 4 exemplaires sur formulaires spéciaux indiquant :

- Les renseignements habituels relatifs à l'identité, la profession, le domicile du requérant ;
- Le croquis du terrain concerné ;
- Le programme de mise en valeur faisant ressortir les étapes de la réalisation du projet.

La concession provisoire prend fin :

- A l'expiration des 5 ans accordés ;
- En cas de non-respect par le bénéficiaire de la concession des obligations qui lui avaient été imposées dans le cadre de la concession ;
- En cas d'abandon volontaire par le bénéficiaire de la concession des droits qui lui avaient été conférés dans le cadre de la concession ;
- En cas de décès du bénéficiaire de la concession, si les héritiers n'ont pas demandé le transfert de la concession à leur profit dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès ;
- En cas de faillite du bénéficiaire ou dissolution de la société bénéficiaire ;
- Lorsque la parcelle de terre en cause est attribuée au bénéficiaire à titre définitif dans le cadre de la concession définitive.

La concession définitive :

La concession définitive peut être accordée aux personnes physiques ou morales de nationalité camerounaise après constat par une commission consultative de la mise en valeur réalisée dans le cadre de la concession provisoire précédemment octroyée. Le procès-verbal de constat de mise en valeur sera adressé au préfet qui, selon le cas proposera :

- La prorogation de la durée de la concession provisoire si la mise en valeur n'est pas achevée (généralement à la demande du bénéficiaire) ;
- L'attribution en concession définitive donnant droit à la délivrance d'un titre foncier, lorsque la mise en valeur a été réalisée conformément aux obligations imposées au bénéficiaire dans l'acte de concession. En cas de concession définitive, dans l'article ministériel d'attribution définitive du terrain, il est toujours indiqué que le bénéficiaire devra engager à ses frais auprès des services des domaines, la procédure de transformation de cet arrêté en titre foncier, selon les prescriptions légales.
- La déchéance du bénéficiaire de la concession provisoire en cas de manquement grave par celui-ci de l'une des obligations.

Toutefois, la loi N°94/01 du 20 Janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune de la pêche reconnaît aux populations riveraines le droit d'usage ou coutumier d'exploiter tous les produits forestiers, fauniques et halieutiques à l'exception des espèces protégées, en vue d'une utilisation personnelle.

Ces textes montrent que l'Etat est le dernier responsable de l'utilisation des terres mais les populations riveraines peuvent avoir leur avis à donner. L'interprétation de ces textes reste floue car dans la pratique les fonctionnaires peuvent consulter les populations selon les intérêts du moment. La durée du bail emphytéotique est en général de 99 ans. Ceci n'est pas favorable aux populations qui se trouvent spoliées de leurs terres pendant trois générations.

La compensation pour l'utilisation des terres était en général de 5000 FCFA/ha/an pour les agro-industries notamment la SOCAPALM et la SPFS. L'arrivée récente de HERAKLES FARM avec des propositions d'attribution des terres à 1 dollar US pour les terres mises en valeur et 0,5 dollar pour les terres non occupées bouleverse complètement le coût du loyer de la terre. Il est souhaitable que le coût du loyer de la terre soit uniformisé et que les revenus tirés soient distribués aux populations riveraines, aux communes et à l'Etat selon un quota bien défini.

Les études d'impacts environnementaux ne sont requises que pour des plantations supérieures à 100 hectares sur un seul tenant. Ces études sont obligatoires et sont réalisées par des cabinets agréés par le Ministère en charge de l'environnement de la protection de la nature et du développement durable.

## 5.4. DES PISTES POUR AMÉLIORER LA FILIÈRE

### 5.4.1. ORGANISER LA FILIÈRE

Une part importante de la production en huile de palme camerounaise est totalement informelle et échappe tant aux statistiques nationales qu'à tout contrôle de l'État. Malgré l'existence de l'Unexpalm, un nombre important de planteurs travaille et commercialise sa production individuellement. Cet état de fait est défavorable à la fois à l'État qui ne peut ni encadrer, ni taxer, ni contrôler la qualité de la production, aux entreprises du secteur qui ne peuvent organiser et planifier correctement leurs approvisionnement en régimes ou en huile brute, et aux planteurs qui perdent tout poids de négociation avec les intermédiaires, les usines ou les services publics.

Il serait souhaitable que les planteurs s'organisent en coopératives ou en associations de producteurs, et adhèrent individuellement ou par le biais de ces organisations professionnelles à l'Unexpalm, qui serait ainsi une organisation faîtière pour le secteur, une union des coopératives.

Le Syndicat des entreprises productrices d'huile de palme, auquel appartiennent les entreprises de plantation historiques (Socapalm, CDC, Pamol), nécessite d'être redynamisé. Il pourrait reprendre des activités en étant sollicité par une organisation représentative de l'ensemble des planteurs, telle que l'Unexpalm.

Enfin les entreprises de transformation secondaire devraient constituer une organisation professionnelle qui leur serait propre, afin d'être représentées dans les tables rondes et négociations concernant le secteur.

### 5.4.2. FACILITER L'ACCÈS AU MATÉRIEL VÉGÉTAL ET AUX INTRANTS

L'offre en matériel végétal améliorée dépend jusqu'à présent du centre de recherche et de production de l'IRAD à La Dibamba, de la Pamol et de la Socapalm. Les planteurs familiaux se plaignent de



difficultés pour avoir accès à l'achat de matériel végétal de qualité. Ils ont également peu confiance dans les revendeurs locaux et ne savent comment vérifier la qualité d'une graine germée ou d'un plant.

La mise en place d'un réseau certifié par l'État et contrôlé de distributeurs et revendeurs de graines et de plants est nécessaire pour permettre le renouvellement des plantations avec du matériel végétal à fort potentiel de rendement. Les producteurs privés de semence peuvent être sollicités pour mettre en place des filières de distribution.

#### *5.4.3. AUGMENTER LES CAPACITÉS DE TRANSFORMATION*

Le Cameroun possède une filière d'extraction artisanale d'huile de palme très développée. Les moulins artisanaux ont de faibles capacités d'extraction, offrent des conditions de travail déplorables et dangereuses (travail dans la fumée et le bruit, risques de brûlures), et ne sont équipés d'aucune unité de traitement des effluents liquides. Il serait fortement souhaitable de remplacer ces moulins par des unités d'extraction de petite capacité, qui seraient réparties sur le territoire dans l'ensemble de la zone de production. Ces micro-huilleries pourraient être gérées par des coopératives de planteurs ou par des particuliers.

Le projet APROCOM-PH aide à la promotion de la transformation. Ses principales composantes sont : l'amélioration des technologies et intrants de la transformation à travers un transfert des technologies ; le développement des capacités pour la production durable des régimes ; l'amélioration de l'accès aux marchés.

Le projet d'amélioration de la productivité et de la compétitivité de la filière palmier à huile en Afrique centrale et de l'Ouest. Il se propose de mettre en place 4 unités d'extraction de 2 tonnes d'huile par heure dans les sites suivants : Sombo dans le Centre (Nyong et Kellé) ; Green Valley plantation dans le Fako ; Mkpote dans la Manyu ; et Ngie dans le Nord-Ouest. Le montant total du financement est de 2,5 milliards de FCFA.

#### *5.4.4. GARANTIR LA PRÉSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES*

Les plantations existantes, tant industrielles que de petite taille, sont en moyenne âgées, avec du matériel végétal soit tout-venant, soit de variétés améliorées déjà anciennes. Il ressort de ce diagnostic que le renouvellement des plantations possède un fort potentiel pour augmenter la production nationale, de manière tant quantitative que qualitative. Par ailleurs les sociétés de plantation déjà présentes au Cameroun, ont sous leurs responsabilités des terres d'État sous baux emphytéotiques dont les superficies ne sont pas entièrement plantées.

Ainsi, il ne semble pas stratégique pour l'État d'étendre les plantations hors des zones déjà plantées ou attribuées à des sociétés de plantation. La priorité devrait se porter dans un premier temps sur la replantation, afin de préserver le territoire pour d'autres usages (urbanisation, autre production agricole, conservation des ressources naturelles). En particulier le Domaine Forestier Permanent et les Aires Protégées existantes peuvent être préservés sans constituer une contrainte majeure au développement du secteur de l'huile de palme et à l'augmentation de la production nationale.

La certification RSPO de l'huile de palme n'est pas encore effective au Cameroun. L'interprétation nationale des principes et critères RSPO n'est pas encore faite. Le Cameroun cherche encore à mettre en place une stratégie nationale de développement de la filière qui devra ouvrir les possibilités d'interprétation nationale des principes et critères de la RSPO.

#### 5.4.5. GARANTIR LA QUALITÉ DES HUILES

Il existe une Agence nationale des normes au Cameroun (ANOR) qui devrait se charger de définir les normes nationales que doit respecter l'huile de palme pour sa mise sur le marché. A ce jour cela n'a pas encore été fait. Toutefois le Cameroun a décidé une complémentation de l'huile consommée en vitamine A.

L'arrêté conjoint N° 2366/MINSANTE/MINIMIDT/MINCOMMERCE du 24 Août 2011 rendant l'application obligatoire de la norme sur les huiles végétales portant un nom spécifique enrichies en vitamine A. La volonté du gouvernement d'avoir des huiles de bonne qualité pour la consommation se manifeste dans cet arrêté conjoint. L'exécution sur le terrain devrait accroître la disponibilité d'huiles de qualité. Cet arrêté stipule :

Article 1er : Est à compter de la date de signature du présent arrêté, rendue d'application obligatoire la norme NC 77 :2002-03, Rev.1 (2011) sur les huiles végétales portant un nom spécifique enrichies en vitamine A.

Article 2 :

- 1) Les types de produits visés à l'article 1er ci-dessus et destinés à la consommation humaine, sont soumis à la procédure de certification préalable avant leur mise en consommation.
- 2) La certification visée à l'alinéa (1) ci-dessus donne droit à la délivrance d'un certificat de conformité.
- 3) Le certificat de conformité est délivré par l'Agence des normes et de la Qualité (ANOR)

Article 3 :

- 1) Les importateurs et les producteurs locaux sont tenus de disposer d'un certificat de conformité avant toute distribution et mise en consommation de leurs produits sur le territoire national.
- 2) Le certificat de conformité est présenté à toute réquisition des services publics compétents, notamment lors des opérations douanières d'importation.

## CONCLUSION

Le présent rapport est un document de travail qui vise à apporter des informations objectives et synthétiques sur l'état de la filière en 2013. Il repose sur un travail soutenu d'enquêtes sur le terrain, de réunions et d'ateliers participatifs avec les acteurs et experts de la filière conduits de 2012 à 2014 et sur une revue de la littérature. Il vise à appuyer le groupe de travail nommé par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) pour élaborer une stratégie de développement durable de la filière palmier à huile au Cameroun.

Le diagnostic a mis en évidence l'importance de la filière informelle dans le secteur de l'huile de palme, et le rôle essentiel des planteurs non-industriels dans la production nationale. Le secteur souffre néanmoins du manque d'organisation de la filière, de l'âge et du manque de qualité du matériel végétal des plantations existantes, et de l'héritage d'une histoire commençant à l'époque coloniale, porteuse de tensions sociales et de méfiance entre les acteurs.

Le potentiel de développement du secteur est grand à travers : une organisation des acteurs, un renouvellement des plantations avec du matériel végétal de qualité, la modernisation des unités d'extraction d'huile, et l'augmentation de la production nationale de graines germées et plants de qualité.

## RÉFÉRENCES

- Bakoumé C., Jannot C., Raffleau S., Ndigui B., Weise S. (2002). Revue du secteur rural. Rapport palmier. Yaoundé : Irad, Cirad, Iita, Fao.
- Chambon, B., Raffleau S. (2005). Intégration de l'agriculture familiale dans deux filières agro-industrielles au Cameroun. In *Histoires de familles : agricultures familiales et mondes à venir*. Montpellier : CIRAD-TERA.
- Gerber. 2008.
- Hoyle D, Levang P. (2012). Oil palm Development in Cameroon. An ad hoc working paper prepared by WWF, IRD and CIFOR, 16 p.
- Iyabano A. H. (2013). Analyse socio-économique de la filière artisanale d'huile de palme dans la région de la Sanaga-Maritime (Cameroun). Mémoire de master en Développement Durable et Aménagement : IAMM/Montpellier SupAgro/Université de Montpellier III. 87 p.
- Iyabano AH et Feintrenie L. 2014. Plantations villageoise de palmier à huile et huile de palme artisanale au Cameroun. Rapport CIRAD, 35 p.
- Jacquemard JC. (2012). Le palmier à huile. Editions Quae, CTA, Presses agronomiques de Gembloux.
- Lebailly P., Tentchou J. (2009). Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile ». Rapport final de l'Organisation Internationale du Travail et du Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle.
- Ndjogui TE., Nkongho R. N., Levang P., Feintrenie L., Raffleau S.(2014). Historique du secteur palmier à huile au Cameroun. CIFOR Occasional Paper.
- Ndjogui TE, and Levang P, (2013). Elites urbaines, éléiculture et question foncière au Cameroun. *Territoires d'Afrique* 5 : 3-15.
- Ngom E, Makoudjou-Tchendjou AC, and Levang P, 2014 (forthcoming). Recensement du secteur non industriel de la production d'huile de palme au Cameroun. Rapport provisoire PDPV, IRD, CIFOR.
- Ngom E. (2014). Etat des lieux de la filière huile de palme au Cameroun. Document de travail, PDPV / CIFOR. 36 p.
- Nkongho R. N., Feintrenie L., Levang P. (2014). Strengths and weaknesses of the smallholder oil palm sector in Cameroon. *OCL* 2014, 21(2) D208.
- Plédran O. (2012). Le développement des plantations de palmiers à huile au Cameroun : enjeux pour un développement durable. Diplôme de l'Institut d'Études Politiques de l'Université de Lyon.
- Raffleau S. (2008). Dynamiques d'implantation et conduite technique des palmeraies villageoises de palmier à huile au Cameroun. Thèse de Doctorat en Agronomie : Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement de Paris (Agro Paris Tech, ex INAPG).
- Sevestre D. (2013). Les stratégies d'acquisition foncière mises en place par les élites nationales au Cameroun dans le cadre de la création de palmeraies : quelles incidences à l'échelle villageoise ? Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme d'ingénieur agronome. ISTOM, 118 p.